

*l'Anti*capitaliste

N°145 | AVRIL 2023 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



QUELLE STRATÉGIE POUR GAGNER CONTRE MACRON ?



ITALIE : « LE FASCISME EST
SUSCEPTIBLE DE REVENIR SOUS LES
APPARENCES LES PLUS INNOCENTES »



RELANCE DU NUCLÉAIRE :
FUITE EN AVANT MORTIFÈRE,
PARI POLITIQUE RISQUÉ



ÉTAT DES LIEUX ET PROJET DE
SOCIÉTÉ POUR LA JEUNESSE

Sommaire

ÉDITORIAL

Julien Salingue Macron et Darmanin nous promettent le pire **P3**

PREMIER PLAN

Franco Turigliatto Italie : « Le fascisme est susceptible de revenir sous les apparences les plus innocentes » **P4**

Commission nationale écologie du NPA Relance du nucléaire : fuite en avant mortifère, pari politique risqué **P6**

Jeunesses anticapitalistes du NPA État des lieux et projet de société pour la jeunesse **P10**

DOSSIER

Robert Pelletier L'intersyndicale, voilà l'ennemi ? **P13**

Étienne Pénissat Des syndicats affaiblis, qui ne trahissent pas mais ne mènent pas la bataille jusqu'au bout **P16**

Fanny Gallot Les femmes et les minorités de genre, en première ligne de la lutte pour nos retraites **P19**

Tristan Haute Les ressorts de la (difficile) mobilisation des jeunes : renouvellement générationnel, précarité et contre-réformes **P22**

Robi Morder L'unité et le combat pour la dignité sont les ciments des mobilisations de masse de la jeunesse **P24**

Commission nationale antifasciste du NPA Le RN essaie de se renforcer sur la colère contre Macron **P27**

Théo Roumier « C'est nous qui décidons » : grève, syndicat et auto-organisation **P30**

Léon Crémieux Faire du mouvement une force politique **P32**

FOCUS

François Coustal Camarade évêque **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
11e journée de mobilisation contre la réforme des retraites, Paris, 6 avril 2023.
© Photothèque Rouge /Martin Noda / Hans Lucas



Lâcher de banderole par les militantes féministes NPA des Jeunesses anticapitalistes banlieues et Paris sur le périphérique. © NPA



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Héléne Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Macron et Darmanin nous promettent le pire

PAR JULIEN SALINGUE

En engageant une procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre quelques jours après le brutal épisode répressif de Sainte-Soline, Gérald Darmanin a montré qu'il n'avait nullement l'intention, bien au contraire, de ralentir le cours autoritaire de la macronie.

Confirmation dans la foulée avec la mise en cause de la Ligue des droits de l'homme (et de ses subventions publiques), accusée d'être trop critique de l'institution policière. Deux épisodes qui ne sont nullement des « dérapages » mais bien l'illustration de ce à quoi en est réduit un pouvoir fragilisé, délégitimé, minoritaire, qui s'appuie plus que jamais sur l'appareil répressif pour rester en place.

« MAINTENIR L'ORDRE » ?

Le choix qui a été fait par les autorités quant à la gestion répressive de la manifestation de Sainte-Soline le 25 mars ne laisse planer aucun doute : à aucun moment il n'a été question de « maintenir l'ordre » dans

un champ perdu des Deux-Sèvres, mais bien de semer le chaos. Si la manifestation avait atteint son objectif, à savoir la mégabassine, que se serait-il passé ? À peu près rien. Des cris de joie, quelques drapeaux plantés en haut de cet immense trou, et une petite fête.

Il n'y avait rien à détruire. Personne n'avait pour projet de tendre des pièges autour de la bassine. Personne n'avait l'intention d'implanter une ZAD. Mais rien n'y

a fait. 3200 gendarmes mobilisés, 5000 grenades tirées en l'espace de deux heures (soit plus d'une toutes les deux secondes), plus de 200 blessés (soit près d'un toutes les trente secondes), dont deux très grièvement. Et un traumatisme collectif pour des milliers de manifestantEs.

Pourquoi ? Pour répondre à cette question, il faut évidemment situer ce moment répressif dans le contexte plus général de mobilisation massive et durable contre la retraite à 64 ans, avec un pouvoir minoritaire qui a recours à tous les artifices antidémocratiques de la 5^e République et qui compte avant tout sur l'appareil répressif pour se maintenir. Un pouvoir qui a en outre compris qu'un mouvement écologiste radical porte en lui une critique profonde du système capitaliste productiviste et de ceux qui le gèrent. Il a donc décidé de faire une démonstration de force à Sainte-Soline, quitte à mettre en danger la vie de milliers de manifestantEs.

Une situation globale à laquelle s'ajoutent les ambitions personnelles d'un certain Darmanin, qui a compris, comme d'autres avant lui, au premier rang desquels Sarkozy, l'un de ses mentors, que le ministère de l'Intérieur pouvait être une rampe de lancement pour des ambitions présidentielles. Et c'est ainsi que, ces dernières semaines, Darmanin se pavane, joue au dur, se posant en « homme d'État » tout en reprenant à son compte l'ensemble de la rhétorique de l'extrême droite.

FAIRE FRONT, CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE

La LDH critique le maintien de l'ordre « à la française », et elle n'est pas la seule. De l'ONU au Conseil de l'Europe en passant par des

ONG comme Amnesty International, les condamnations, plus ou moins assumées, se multiplient. Et nous nous retrouvons avec cette situation cocasse dans laquelle le prétendu « pays des droits de l'homme », si prompt à donner des leçons de démocratie aux quatre coins du monde — tout en épargnant les dictatures « amies » —, devient un symbole de la menace autoritaire qui plane sur les « démocraties libérales ». Et c'est ainsi que Macron, en visite aux Pays-Bas, se fait interpellé



Manifestation à Paris, 6 juin 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

par des étudiantEs au nom de la démocratie et des droits humains, sort d'habitude réservé aux représentants de dictatures.

Le macronisme est un autoritarisme, et Darmanin est aujourd'hui le visage le plus abject de la nouvelle accélération du cours autoritaire du pouvoir. Face à cette situation, il s'agit de faire front, en défendant les associations et organisations menacées de dissolution, à l'image des Soulèvements de la terre, et en faisant comprendre au pouvoir que dès qu'il touche à un cheveu de l'unE des nôtres, c'est à tout le mouvement social qu'il s'en prend.

Au-delà, avec en plus une extrême droite qui se frotte les mains et attend son heure, il s'agit de comprendre que le macronisme n'est pas seulement une nouvelle étape de la contre-révolution libérale, mais bien un projet de société global auquel il est indispensable, tout en construisant les nécessaires résistances, d'opposer un contre-modèle social, économique, écologique et démocratique tout aussi global. □

Italie : « Le fascisme est susceptible de revenir sous les apparences les plus innocentes »

PAR FRANCO TURIGLIATTO

La succession des lois et des déclarations du gouvernement de Giorgia Meloni, à cinq mois de sa formation, montre l'abîme politique et moral de l'extrême droite, ses projets et conceptions réactionnaires et racistes, son inhumanité et son instinct irréprouvable de domination des plus faibles dans la gestion du pouvoir ainsi que son rôle de serviteur des patrons avec une conception de la société fondée sur les inégalités de classe et l'exploitation.

L'extrême droite italienne agit avec une certaine habileté tactique, à tel point que certains, même à gauche, n'en ont pas encore bien compris les dangers car ils interprètent les phénomènes fascistes à partir des vieilles représentations du passé, en oubliant ce qu'un intellectuel comme Umberto Eco avait lucidement relevé : « *Le fascisme est susceptible de revenir sous les apparences les plus innocentes. Notre devoir est de le démasquer, de montrer du doigt chacune de ses nouvelles formes – chaque jour dans chaque partie du monde*¹ ».

LA BRUTALITÉ DES DISPOSITIFS ANTI-MIGRANTES

Le comportement le plus brutal, Meloni, Salvini et le ministre de l'Intérieur Piantedosi l'ont montré dans la tragédie des migrants sur la plage de Cutro en Calabre : ils ont laissé, voire voulu, que le massacre des migrants se produise, ils l'ont utilisé pour renforcer encore plus les mesures contre les migrantEs eux-mêmes et les navires de sauvetage des ONG ; ils ont accusé les victimes pour la mort de leurs enfants, ils ont maltraité les survivantEs,

dénigré les morts et tourné le dos au chagrin et aux demandes légitimes des parents des victimes. Et comme si cela ne suffisait pas, quelques jours plus tard, ils participaient à la fête d'anniversaire débridée du leader de la Ligue.

LES MESURES ÉCONOMIQUES ET ANTI-SOCIALES

À cela s'ajoute une longue liste de mesures économiques et sociales : l'annulation du prétendu revenu de citoyenneté qui affamera des centaines de milliers de familles, des lois qui garantiront de plus en plus la précarité du travail, une « réforme » fiscale qui réduit la dimension progressive des impôts sur les personnes physiques au profit des riches. Le but est d'arriver à une *flat-tax*, une diminution des impôts sur les entreprises et à terme à l'annulation de l'impôt qui sert à financer la santé publique. Le gouvernement a retiré le projet délirant de pont dans le détroit de Messine, zone sismique par excellence ; il participe bien sûr à la course au réarmement impérialiste. Pour finir, la droite parlementaire a rejeté le certificat européen de filiation, c'est-à-dire la proposition de l'Union Européenne visant à garantir la reconnaissance des droits de

l'enfant sur tout le territoire de l'Union. Il est clair qu'une forte mobilisation contre ces politiques gouvernementales aurait déjà dû être mise en place par les syndicats. Cela ne s'est pas produit.

LA CGIL ET SES CONTRADICTIONS

Le congrès national de la CGIL, le plus grand syndicat italien (avec plus de 5 millions de membres) et une histoire de syndicat de classe, aurait pu être une bonne occasion. À la surprise générale, le secrétaire de la CGIL, Landini, a invité Meloni au congrès, estimant qu'il était nécessaire d'écouter ce que la présidente du Conseil des ministres avait à dire et lui conférant ainsi une certaine autorité et crédibilité aux yeux des travailleurEs. Elle a défendu vigoureusement son programme ultralibéral qui met au centre l'entreprise capitaliste, seule capable de produire les richesses du pays. Meloni agit habilement, consciente que le plus grand danger pour son projet néo-conservateur vient de la classe ouvrière et de sa capacité à engager des luttes sociales d'ampleur comme c'est le cas actuellement en France et en Angleterre. À la fin du congrès, le secrétaire Landini a

dû souligner les profondes divergences qui existent entre les positions de la CGIL et celles du gouvernement et a proposé une stratégie de mobilisation sociale pour battre les politiques gouvernementales. Ce n'est pas la première fois qu'il fait ces promesses de lutte, sans la capacité ni la volonté réelle de construire des grèves et des manifestations efficaces, et pas seulement symboliques. Dans tous les cas, nous aurons bientôt l'occasion de le vérifier. En effet, la direction de la CGIL semble être incapable ou alors ne pas vouloir comprendre le changement qualitatif du cadre politique et institutionnel déterminé par l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Meloni n'est pas un gouvernement bourgeois de droite comme les autres ; c'est quelque chose de plus et de différent, et cela même s'il œuvre dans la continuité des choix libéraux de la bourgeoisie tout en les poussant à l'extrême et en préparant une offensive encore plus forte contre le mouvement ouvrier. Nous sommes donc confrontés à une grande et difficile contradiction entre la force objective et potentielle d'une grande organisation syndicale qui, même dans les dernières mobilisations sociales, s'est montrée décisive pour garantir sa dimension de masse, et ses orientations politiques et syndicales qui, subordonnées aux logiques capitalistes, ont jusqu'à présent affaibli les possibilités et la disponibilité pour une mobilisation la plus large possible, comme cela aurait été nécessaire.

ELLY SCHLEIN À LA TÊTE DU PD : UNE FAUSSE ALTERNATIVE

Sur le plan politique, toute l'attention de ces dernières semaines s'est concentrée sur le congrès du PD (Parti démocrate) avec l'élection surprise de la jeune Elly Schlein à la tête du parti. Schlein a battu le candidat traditionnel de l'appareil, Bonaccini, président de la région Émilie-Romagne, ayant une orientation libérale et étant fortement lié au monde de l'entreprise. Bonaccini a remporté le vote des adhérents mais a été battu au second tour sur le vote du public large qui inclut les préférences des sympathisants. Le

vote pour Schlein, victorieuse surtout dans les grandes villes, exprime la demande d'un électorat et d'une sensibilité politique pour un PD plus combatif et plus à gauche sur les thèmes des droits civils comme des droits sociaux. Cependant, sa victoire ne peut en aucun cas être comparée à ce qui s'est passé avec Corbyn au sein du Parti travailliste. Schlein était l'adjointe de Bonaccini dans le gouvernement de la région Émilie-Romagne. Son succès est aujourd'hui largement utilisé par certains médias et par les mêmes dirigeants historiques du PD pour relancer le rôle d'un parti présenté comme renouvelé et capable de mener l'opposition au gouvernement. Cette opération de redynamisation du PD crée beaucoup d'espoirs et même d'illusions chez les soi-disant

Schlein ne sera pas celui qui construira l'alternative au système social et politique actuel.

DES DYNAMIQUES CONTRADICTOIRES

Ce contexte produit deux dynamiques politiques partiellement contradictoires : d'une part, cela facilite la collaboration entre le PD et le M5S (Mouvement Cinq étoiles) de Conte et augmente les possibilités de mener une politique unitaire mais, d'autre part, cela accentue la concurrence entre les deux partis pour incarner et être à la tête de l'opposition au gouvernement. De son côté, la gauche alternative ne vit pas non plus une situation facile : le contexte social est très compliqué et, malgré les quelques manifestations sociales positives, la reconstruction de



© Wikimedia commons.

gens de gauche qui ne se concrétiseront probablement pas car, dans un parti qui est né en tant que gestionnaire du système capitaliste, la marge de manœuvre de la secrétaire, au-delà de la propagande, est assez étroite. Schlein est certes forte sur la question des droits civils et sur certains thèmes sociaux mais elle est très faible sur les questions économiques de fond et, bien sûr, sur la question cruciale de la gestion du système capitaliste et des alliances militaires du pays. Il est peu probable qu'elle joue un rôle politique significatif dans l'évolution de l'affrontement de classe sur les lieux de travail. En d'autres termes, le PD de

mouvements de lutte forts quelque peu incertaine. La gauche radicale risque donc d'avoir moins d'espace politique étant donné la crédibilité et les illusions de certains secteurs sociaux pour le projet de la nouvelle alliance entre le PD, le M5S et le parti satellite de *Sinistra Italiana* (Gauche italienne). Une importante mobilisation nationale en soutien à l'usine GKN, devenue le symbole de la lutte contre les délocalisations capitalistes, est prévue le samedi 25 mars à Florence. Une bonne nouvelle pour remonter le moral et continuer le combat ! □

1) Umberto Eco, Reconnaître le fascisme, Grasset, 1997

Relance du nucléaire : fuite en avant mortifère, pari politique risqué

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

Le 9 décembre 2022, le ministre de l'économie Bruno Le Maire justifie la relance du nucléaire en France : « l'industrie nucléaire, c'est l'histoire économique de demain », « il n'y a pas de grande nation industrielle sans énergie nucléaire ». Il conclut : « EDF doit devenir le champion mondial de l'énergie ». En clair, ce ne sont pas les besoins prioritaires de la société, mais la guerre économique entre États capitalistes et la concurrence entre groupes de l'énergie qui dictent la politique énergétique, avec le nucléaire comme unique alternative. Ceci alors qu'il est désormais flagrant que le nucléaire, énergie dangereuse, n'est pas la solution qui va « sauver le climat¹ ».

Il n'y aura pas de débat : cette relance de la filière nucléaire, avec la construction de 14 nouveaux réacteurs EPR a été « annoncée » par Macron dans un discours prononcé à Belfort le 10 février 2022.

Comme le suggère fortement la formule, ce nucléaire « à marche forcée » a aussi des relents militaires : « sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil² ». Cette politique du nucléaire à tout crin vise essentiellement à réactiver le complexe militaro-industriel, sur fond de luttes d'influence entre puissances impérialistes. Aujourd'hui, c'est le géant russe Rosatom qui domine le business mondial (centrales, combustible, ingénierie) ; même dans l'UE, ses ventes sont en hausse constante depuis 2020³. La loi de programmation militaire (LPM)

2024-2030 est en hausse de 40 %⁴ ; la dissuasion nucléaire représente plus de 20 % des crédits d'investissement militaire. Les 2 500 entreprises de la filière nucléaire civile et militaire, les groupes de BTP ou les industriels de l'armement, tous auront accès à la mangeoire et pourront gaver leurs actionnaires à coups d'argent public, sans risque. En période de récession, sur fond d'incertitudes monétaires, cette relance est une véritable aubaine pour les entreprises capitalistes qui sévissent dans un secteur qui a l'opacité pour seule règle de fonctionnement.

LES ENJEUX POUR LA BOURGEOISIE

Mais les enjeux vont bien au-delà des intérêts propres des entreprises qui interviennent directement dans la filière. En juin 2021, mettant en avant des objectifs de réductions d'émissions

de CO₂, la Commission européenne a proposé l'interdiction des moteurs thermiques en 2035. En France, l'automobile électrique serait une voiture à électricité nucléaire (plus de 70 % de l'électricité produite). Remplacer tout le parc automobile par 39 millions de voitures électriques, c'est installer des bornes à recharge rapide sur tout le territoire. Le lobby électronucléaire français (sur)évalue, pour un million de véhicules électriques (3 % des voitures en circulation), le besoin annuel en énergie à 12 terawattheures, l'équivalent d'un EPR. Soit 30 EPR supplémentaires pour le 100 % électrique, un alibi justifiant le nucléaire « à marche forcée ». Grâce aux compteurs « communicants » Linky qu'Enedis (filiale EDF) veut imposer partout, l'État pourra compenser les taxes sur les carburants en taxant davantage, de façon ciblée



© Photothèque Rouge / Michel SZ.

les KWh dépensés pour recharger les batteries.

Dans ses vœux télévisés 2023, Macron promettait que « dans les prochains mois, les premières voitures électriques entièrement construites sur notre territoire sortiront d'usine ». La recherche de nouveaux débouchés est un impératif pour les profits et la voiture électrique un parfait greenwashing pour les firmes automobiles. Mais certaines préfèrent pour l'heure rentabiliser leurs investissements : en mars 2023, les groupes allemands ont obtenu une dérogation pour les carburants « de synthèse », à la fabrication pourtant très énergivore. Mais le deal défendu par Macron (introduire en compensation le nucléaire dans le Net Zero Industry Act pour bénéficier des milliards de subventions européennes) a échoué. Il faudra donc trouver ces milliards ailleurs...

UNE FILIÈRE NUCLÉAIRE EN FIN DE COURSE

L'uranium n'est plus français depuis longtemps : il ne reste de cette période que des zones définitivement polluées. Pour protéger les mines d'Orano au Niger, au Mali, au Gabon et l'approvisionnement de la filière en uranium, l'impérialisme français a multiplié les interventions militaires. Comme pour les exploitations de pétrole de Total. C'est désormais depuis les confins de l'Asie, du Kazakhstan, des frontières de

la Russie, que la France importe le précieux minerai. L'indépendance énergétique prônée pour promouvoir le nucléaire y perd définitivement toute crédibilité.

En 2023, 23 réacteurs ont déjà dépassé leur limite d'âge, fixée au départ à 40 années de fonctionnement. Ils seront 33 en 2025. D'ici deux ans, 54 réacteurs sur 56 auront dépassé les 30 ans. Les arrêts pour réparations s'accumulent et la production annuelle chute : l'été dernier, le parc nucléaire a tourné à près de 40 % de sa capacité. Confronté à ce problème de renouvellement, EDF lance le « grand carénage » : retaper ses centrales pour les faire durer jusqu'à 50, 60... 80 ans. Pour gagner dix ans supplémentaires, le coût est exorbitant : près de 100 milliards d'ici 2030⁵. Et cette estimation doit sans doute être réactualisée pour tenir compte de nouveaux défauts découverts sur les réacteurs et des dernières études réévaluant les effets du changement climatique.

Au bout de la chaîne, d'après l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), plus de 1 620 000m³ de déchets radioactifs s'accumulent sur le territoire français, dont 59 % sont directement issus des centrales et de l'industrie électronucléaire. Derrière ces chiffres, déjà colossaux, se cache un tour de passe-passe : des tonnes de combustibles usés entreposées en attente de

retraitement sur le site du Tricastin ne sont pas comptabilisées comme déchets nucléaires. Mais le retraitement n'est pas un recyclage, car il génère de nouveaux déchets radioactifs extrêmement dangereux⁶, qu'on ne peut pas éliminer. D'ores et déjà, la filière est engorgée. Les piscines d'entreposage de combustibles usés de l'usine de La Hague sont saturées. Pour libérer de la place, EDF, Orano et l'Andra ont leur plan : les combustibles usés de type mox⁷, qui doivent rester immergés pendant 100 ans, seront retransférés sur le site dans une nouvelle piscine géante. Sortis de piscine et refroidis 50 ans à l'air, les déchets les plus dangereux seront enfouis 500 m sous terre à Bure, dans la Meuse (décharge Cigéo). Ils resteront radioactifs 100 000 ans. Leur « solution définitive » est définitivement irresponsable pour les générations futures.

UNE « MARCHÉ FORCÉE » QUI RESSEMBLE À UN « PARCOURS DU COMBATTANT ».

Le but des annonces macroniennes est de conditionner la population à accepter l'idée que le nucléaire est une nécessité incontournable et qu'y aller à « marche forcée » est inéluctable.



Ce qui est inéluctable, à coup sûr, c'est le vieillissement des installations, qui affecte le génie civil et tous les composants (câbles électriques, tuyauteries, organes mécaniques...). S'y rajoute l'obsolescence de l'électronique et des systèmes de pilotage. Tout ne peut pas être « rénové », d'autant que deux éléments essentiels, la cuve du réacteur et son enceinte de confinement, ne peuvent pas être remplacés. Le vieillissement des centrales n'a rien à voir avec leur âge : ce sont d'ailleurs les plus récentes (Chooz, Civaux, Penly), qui vieillissent le plus vite. C'est un facteur de risque aggravant qui se cumule aux erreurs humaines (80 % des incidents), aux événements naturels (inondations, séismes, incendies...), aux accidents industriels (explosions d'usines chimiques, de tankers, gazoducs...). Sans compter les opérations militaires... risque non prévu mais bien réel au vu de la guerre en Ukraine. Mais l'ex-banquier Macron veut « rentabiliser » à tout prix une filière à bout de souffle. Oser prolonger à 80 ans des centrales conçues

pour une durée de vie de 40 ans maximum ne s'explique que par un déni du risque d'accident majeur. À l'image des négationnistes comme Jancovici⁸ ou des autorités japonaises qui, en février 2011, avaient prolongé de 10 ans le permis d'exploitation du réacteur n°1 de Fukushima, qui avait dépassé la limite des 40 ans... un mois avant qu'il n'explose⁹.

Alors construire de nouveaux réacteurs EPR ? Bruno Le Maire le disait déjà il y a 4 ans : l'EPR, « c'est un échec pour toute la filière nucléaire française ». Mis en chantier en 2006, sa mise en service est prévue au plus tôt fin 2024 : douze ans de retard, avec un coût multiplié par six (20 milliards). Or 2024, c'est aussi la date limite fixée par l'ASN (Autorité

de Sûreté Nucléaire) à EDF pour remplacer le couvercle de la cuve, défectueuse mais installée quand même. D'où d'autres retards en perspective, d'autant que les problèmes de fragilité du cœur du réacteur ne sont toujours pas réglés. Mais Macron n'en a cure et presse EDF d'attaquer le chantier pour deux EPR2 à Penly avant la mise en service de l'EPR de Flamanville. Pourtant, cet EPR2 « optimisé », encore au stade projet, est loin d'être certifié par l'ASN.

D'autres obstacles se dressent sur la route de l'Eldorado vanté par Macron et le lobby nucléaire. Tout d'abord l'affaiblissement de l'appareil de production, la perte de savoir-faire industriel et de formation technique. Depuis le plan Messmer¹⁰ (1974), la mondialisation capitaliste et la politique de

retraitement du site Orano-La Hague, en piteux état, doivent être rénovées : des travaux lourds et coûteux...

Comme ses prédécesseurs, Macron socialise les déficits de la filière : étatisation de la branche nucléaire d'EDF, financement via le livret A... Mais son funeste projet est une imposture (épuisement des réserves exploitables d'uranium vers 2070 et déficit d'eau de refroidissement des centrales).

UN TOTALITARISME PLUS EXPÉDITIF QUE LE 49.3

La loi « d'accélération du nucléaire » votée le 21 mars 2023 à l'assemblée¹¹ prétend régler les complications techniques du parc nucléaire par la « simplification administrative ». Les associations¹² avaient claqué la porte du débat public. Car en plus d'être une « mascarade démocratique », c'est aussi une loi scélérate et écocide : les sites seront dispensés d'autorisation d'urbanisme, le droit d'expropriation et la loi littorale seront assouplis, les chantiers pourront démarrer avant l'enquête publique et les manifestations d'écologistes lourdement réprimées... Suite à Fukushima, la loi de transition

énergétique de 2015 avait gravé dans le marbre la réduction de « la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025 » (art. 1). Cet objectif, repoussé à 2035 par un décret de 2018, est aujourd'hui abandonné. Pour « accélérer » encore plus vite, Macron voulait aussi supprimer toute voix discordante. Notamment, celle de l'IRSN¹³. Le 3 février il a décrété son démantèlement lors d'un « Conseil de politique nucléaire » : un morceau à l'ASN, chapeauté par cinq commissaires (trois nommés par Macron, deux par les présidents de l'Assemblée et du Sénat), le reste au CEA et au fameux délégué à la Sûreté Nucléaire de Défense. Ces dispositions ont été introduites à la dernière minute par un amendement surprise. À l'appel d'une

Manifestation antinucléaire à Bugey (Ain), le dimanche 3 octobre 2021. © Photothèque Rouge / Michel SZ.



désindustrialisation du CNPF puis du Medef (la Chine « usine du monde ») ont rabaisé la part d'emplois industriels de 30 % à 10 %. Ensuite, le financement : c'est autour de 500 milliards qu'il faudrait trouver pour financer les folies de Macron (le « grand carnage », les 14 EPR, Cigéo...).

Quant aux milliards dépensés à fonds perdus sur des projets délirants comme ITER ou les SMR1, ils n'ont d'autre utilité que de faire croire aux gogos que le nucléaire a un avenir. Dans l'immédiat, sur ordre de l'OTAN, la dépendance de la filière à l'uranium de retraitement produit en Russie oblige Orano à lancer en urgence un projet d'extension de son usine d'enrichissement du Tricastin. Ceci alors que les installations de l'usine de

intersyndicale CGT-CFDT-CGC, plus de la moitié des 1 750 salariés de l'IRSN se sont mobilisés, par des grèves et manifestations devant l'Assemblée et les députés ont rejeté l'amendement¹⁴. Mais le monde nucléaire a son 49,3 : la politique du fait accompli. Borne a trouvé l'entourloupe : faire passer le projet en mai, via une commission mixte paritaire... comme pour les retraites.

LA RELANCE DU MOUVEMENT ANTINUCLÉAIRE

En 2012, un an après la catastrophe de Fukushima, 60 000 manifestantEs participent à la « chaîne humaine contre le nucléaire », entre Lyon et Avignon. Mais cette mobilisation n'aura pas l'effet escompté sur les programmes pronucléaires défendus par les partis institutionnels lors de la campagne présidentielle. « *C'est que la contestation antinucléaire a beaucoup évolué depuis la décennie 1970 en termes d'acteurs engagés, de formes d'action élaborées, d'arguments et de mise en valeur de leur action. Dans les années 1970 on abordait le choix nucléaire comme un choix de société* » constate Sezin Topçu¹⁵. L'industrie nucléaire a réagi en poussant les antinucléaires sur son terrain technico-scientifique, les intégrant dans des cadres institutionnels de débat dans lesquels la plupart se sont engouffrés. Au milieu des années 80, la sociologue constate « *la scientification accrue des critiques portées à l'énergie nucléaire* » : les militantEs deviennent des spécialistes d'une écologie politique institutionnelle. Ce processus a entraîné une modération de la critique : il est plus difficile de dénoncer l'énergie nucléaire au sein des institutions que de l'extérieur. Il contribue également à brouiller les cartes : le débat « scientifique » en lieu et place du débat de société. Peu à peu, le mouvement antinucléaire s'est coupé des luttes sociales et écologiques qui attireraient les plus combatifs, notamment la jeunesse. Au point que, dans le mouvement climat il n'est pas rare de trouver des partisans d'un nucléaire « non carboné ».

Avec les projets d'enfouissement de déchets à Bure ou de piscines de stockage de mox usé à la Hague apparaît une nouvelle génération, forgée à la lutte victorieuse de Notre-Dame-des-Landes et à ses formes d'action et d'organisation. De nouveau, « le nucléaire et son monde » est objet de rejet : les boycotts

des « consultations » bidons se multiplient, tandis que les antinucléaires sont criminalisés en « éco-terroristes » et que se dessinent des revendications écologiques radicales, anticapitalistes.

POUR LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE

La révolution énergétique que nous voulons marche sur deux jambes :

- exploiter le principal gisement d'énergie, la sobriété/efficacité : l'énergie la moins dangereuse, la moins polluante et la moins chère est celle qu'on ne consomme pas
- passer de l'énergie de stock (nucléaire, hydrocarbures) à l'énergie de flux (renouvelables) : baisser les émissions en développant les renouvelables (éolien, solaire, hydroélectricité, géothermie...)

Avec un préalable : l'expropriation des groupes de l'énergie sans indemnités ni rachat au sein d'un monopole public de l'énergie, dénucléarisé et décarboné, placé sous contrôle total des salariéEs et usagerEs, pour décider en fonction des besoins prioritaires, en préservant la biodiversité.

Ceci implique une confrontation avec le capitalisme. Car comme le souligne la socio-anthropologue Laurence Raineau¹⁶, « *l'énergie n'est pas une simple "variable" alimentant un système technique, mais engage les institutions, les systèmes politiques, économiques et sociaux. Le choix d'une source d'énergie est pour cela aussi un choix de société. Ignorer cette dimension conduit à se méprendre sur le rôle et le potentiel des énergies renouvelables dans la société d'aujourd'hui. Les polémiques autour des énergies "douces", et l'inefficacité dont on les accuse souvent face à l'ampleur du problème énergétique et environnemental actuel, en sont l'illustration. Car on ne remplacera effectivement pas le pétrole, le charbon, le gaz ou même le nucléaire par le vent, le soleil ou d'autres énergies renouvelables sans adaptations techniques, politiques, économiques et sociales. C'est d'ailleurs là tout l'enjeu des énergies renouvelables : non pas de nous fournir une énergie de substitution, mais de faire évoluer notre rapport au monde, à la nature, à la technique pour, in fine, changer nos institutions et nos pratiques. Les énergies fossiles et renouvelables relèvent de systèmes énergétiques différents et impliquent des façons d'être au monde incommensurables. Mais, enfermées*

dans les systèmes et les logiques mis en place autour (et pour) l'énergie fossile, les énergies renouvelables ne peuvent rester qu'annexes et marginales.»

Relocaliser les moyens de production, mettre fin aux publicités, aux objets ou grands projets inutiles, en finir avec le productivisme/extractivisme capitaliste. Penser les transports au-delà du véhicule individuel motorisé qui a façonné la deuxième moitié du 20^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Les trains et transports collectifs gratuits reprendront alors du terrain sur les routes et autoroutes.

Construire et rénover l'habitat, déjà pour permettre, rien qu'en France, de loger les 4 millions de sans-logis. Faire de chaque habitation une mini-centrale, inversant ainsi le maillage de la production électrique en partant des millions de sources locales. Non pas des champs de panneaux solaires ou d'éoliennes mais des millions de petites installations connectées en réseau : « *la proximité de la source renouvelable donne une visibilité à l'énergie* ». Pour éviter d'aller dans le mur, il y a urgence à repenser, révolutionner l'urbanisme, les modes de production, de consommation, de gestion : « *les énergies renouvelables ne peuvent être perçues comme une simple "réponse" technique au problème énergétique et environnemental de notre société. Elles doivent au contraire être appréhendées comme une "réponse" sociale*¹⁶ ». Écosocialisme ou barbarie : à chacune et chacun de choisir. □

1) L'Anticapitaliste Mensuel n°133 (fév. 2022).

2) Discours de Macron (8/12/2020).

3) Source : Royal United Services Institute.

4) 413 milliards (LPM 2019-2025 : 295 milliards).

5) Rapport de la Cour des comptes (2016).

6) <https://www.greenpeace.fr/dechets-nucleaires-rejets-radioactifs/>

7) Mélange d'uranium et plutonium.

8) L'Anticapitaliste Hebdo n°592.

9) Le Figaro (13/3/2011).

10) Lancement du programme électronucléaire français.

11) 402 pour (macronistes, LR, RN et 10 PCF), 130 contre (NUPES sauf 10 PCF).

12) Greenpeace, Sortir du nucléaire, Arrêt du Nucléaire.

13) Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (contrôleur technique du nucléaire).

14) L'Anticapitaliste Hebdo n°650, n°651, n°652, n°654.

15) La France nucléaire, l'art de gouverner une technologie contestée.

16) « Vers une transition énergétique ? » <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes>

État des lieux et projet de société pour la jeunesse

PAR LES JEUNESSES ANTICAPITALISTES DU NPA

Planète en feu, précarité qui s'étend rapidement, retour du service militaire, scolarité profondément dégradée, emplois de misère et de galère pour les jeunes en sortie d'apprentissage. Tel est le schéma de vie catastrophique dans lequel le néolibéralisme a laissé ou plongé des millions de jeunes en France. Un pays qualifié de « ce qui se fait de mieux ». Aux quatre coins du monde, la réalité est similaire ou bien pire. Allant, entre autres, jusqu'à l'interdiction aux jeunes filles d'étudier ou au recrutement forcé d'enfants soldats.

Le statut de jeune a pour spécificité d'être à un moment charnière de la vie. « ProtégéE » du travail salarié pendant un temps, grâce à la présence de l'école. C'est aussi un moment majeur de construction d'une autonomie vis-à-vis des autorités parentales ou institutionnelles, ainsi que d'une construction d'autonomie sociale, matérielle et parfois politique. Si la convergence des diverses autonomies acquises peut permettre un degré d'émancipation individuelle, ce n'est pas le cas à une échelle collective. Cette émancipation relative est d'ailleurs de moins en moins vraie au regard des multiples attaques sociales et crises auxquelles nous faisons face. Aussi, il est nécessaire pour la jeunesse de tracer un projet de société viable et enviable, réactualisé pour le XX^e siècle, en considérant la catastrophe écologique globale qui a démarré. Nous parlerons d'un écosocialisme pour la jeunesse. Cela ne peut se faire qu'en renversant le capitalisme et ses conséquences dans toutes les dimensions de nos vies.

Les Jeunes Anticapitalistes (JA), organisation anticapitaliste et révolutionnaire, sont là en ce sens. Nous visons à reconstruire des cadres d'intervention et de formation permettant à la jeunesse d'aller dans le sens d'un tel projet de société. Cela implique de développer un militantisme attentif aux réalités de la jeunesse, un militantisme

radical, unitaire lorsqu'il le faut mais non sectaire, ni dogmatique, ni identitaire. Le premier congrès des JA, prévu courant 2023, permettra d'affiner plus grandement l'orientation et la structuration de l'organisation.

MOUVEMENT SUR LES RETRAITES : POINT D'ÉTAPE ET PERSPECTIVES

Les organisations de jeunesse en difficulté
La crise du Covid, avec ses différents confinements, a illustré une accélération de la perte d'engagement actif des jeunes. Notamment dans les organisations classiques telles que les syndicats étudiants, qui ont été pendant des décennies aux avant-postes des mobilisations de jeunesse. Cela s'explique par près de deux ans d'universités « fermées » et de cours à distance qui font que la plupart des jeunes de l'enseignement supérieur n'ont jamais connu de mouvements ou milité sur leur établissement. À cela s'ajoutent des parcours de formation de plus en plus à la carte, qui éclatent les classes, premier cadre collectif, ce qui a pour conséquence de renforcer l'isolement, voire l'individualisme.

Une présence timide des jeunes contre la réforme des retraites

La mobilisation contre la réforme des retraites est la première grande mobilisation sociale depuis la crise du Covid, la jeunesse doit alors découvrir ou

réapprendre à militer et à s'organiser. Aussi, organiser et remplir des assemblées générales, de même que recruter des militantEs dans les organisations est devenu plus difficile.

En revanche, on note un retour important de courants autonomes qui agissent en dehors des organisations traditionnelles. On observe également une attraction importante sur des actions ponctuelles mais qui se déroulent hors des lieux d'études (et hors des lieux de travail) et confirme le constat que cette approche-là du militantisme ne s'inscrit pas dans un engagement à long terme, voire ne dépasse pas le temps de l'action. Certes cela a toujours existé, mais apparaît à présent comme plus étendu.

Nous avons constaté cette difficulté à s'organiser dès le début du mouvement contre la réforme des retraites, où on a pu voir dans le mouvement une absence marquée de la jeunesse jusqu'à avant la mi-mars.

Mesure autoritaire et violences policières : la jeunesse rentre dans le mouvement

Petit à petit, les Assemblées générales et les cortèges jeunes ont grandi mais en restant faibles, jusqu'à l'activation du 49.3. Dès lors, nous avons observé une bascule : le mouvement de la jeunesse s'est amplifié, avec des dizaines de milliers de jeunes dans les rues et des assemblées générales bien plus fournies.

Cette mobilisation s'est construite sur la colère engendrée par le déni de démocratie qu'est le 49.3 et sur la répression policière. Par une forte présence dans les manifestations du soir, les jeunes montrent que le cours autoritaire du gouvernement ne passe pas. Ce mode d'action marque la présence d'une certaine radicalité et permet, notamment à Paris, d'instaurer une vraie pression sur le gouvernement. Loin de mettre en contradiction les divers modes d'actions, nous pensons qu'il est nécessaire de continuer à construire un mouvement de masse dans la diversité des tactiques mais cherchant une cohésion d'ensemble.

Pour notre avenir, luttons contre la réforme des retraites

Les JA doivent continuer à développer ce mouvement massif de la jeunesse en y apportant une orientation politique concrète. Le mouvement actuel se concentre sur la question de la répression et des violences policières. L'élargissement à ces thématiques nous semblent un point d'appui complémentaire, car elles remettent en question la société que veulent nous imposer les capitalistes : une société autoritaire, une société violente. Mais il faut réussir à l'articuler à la question des retraites sans les découper comme deux combats distincts, ce qui a pu s'illustrer dans certains milieux. En effet, cette réforme antisociale concerne directement la jeunesse, parce qu'elle s'inscrit dans un modèle de société que nous refusons, dans lequel nous devrions travailler jusqu'à la mort. Alors que nous devrions tendre vers une réduction de la production et donc du temps de travail, on nous demande de travailler plus longtemps. Cela implique de laisser moins d'alternatives aux jeunes, en leur mettant une pression de réussite supplémentaire, car on n'a plus de temps à perdre. Cette question de la retraite doit être liée également aux problématiques qui préoccupent les jeunes, à savoir l'écologie et le féminisme... En effet, cette réforme est injuste particulièrement pour les femmes et les minorités opprimées. Concernant la dimension écologique, elle est un nouveau révélateur de la nature productiviste du capitalisme qui exploite la force de travail du prolétariat et épuise les ressources de la planète. Or, si on se mobilise pour nos retraites, c'est aussi pour en profiter sur une planète vivable.

Quelles perspectives ?

Les JA poursuivent leur objectif de construire un fort mouvement de la jeunesse en continuant d'intervenir dans nos lieux d'études et dans nos lieux de travail et en militant dans les syndicats, pour convaincre celles et ceux qui partagent nos conditions matérielles d'existence. L'exigence d'un salaire étudiant ou que les années d'études ou de stage comptent comme années de cotisation pour la retraite, sont des revendications qu'il convient de développer et de populariser. On ne doit pas cependant rester statique et se contenter de la question des retraites. Il faut développer une réflexion d'ensemble sur la scolarité actuelle et celle que nous voulons et sur l'arrivée dans le « monde du travail salarié ».

Le gouvernement a peur de la jeunesse et commence à reculer sur certaines de ses réformes concernant les jeunes (la réforme des lycées professionnels ou l'obligation du SNU). Il a même annoncé une augmentation des bourses, certes à peine symbolique au regard des besoins, mais attendue depuis des années. C'est le moment de s'organiser en grand nombre et de revendiquer la cantine ou le restaurant universitaire gratuit, la gratuité de la scolarité à tous les niveaux et plus généralement de mettre en débat et en action les fondations d'un autre système et le renversement du capitalisme.

En dehors du mouvement, il est plus qu'urgent de recréer des réseaux de solidarité sur nos lycées et nos lieux d'études. Cela passe par le renforcement des organisations de jeunesse, notamment des syndicats étudiants et lycéens, avec une activité au plus près des réalités des jeunes. Cela passe notamment par une activité syndicale de terrain : campagne des sans facts, lutte contre le harcèlement sexuel, accompagnement d'étudiantEs en difficulté... Mais aussi par une activité syndicale de lutte, en lien avec les préoccupations et le niveau de conscience des étudiantEs : sur les questions écologistes, antiracistes, féministes, anti-validistes, LGBTI, contre les attaques antisociales telles que l'équivalent de Parcoursup en master... Recréer des bases syndicales solides, c'est aussi recréer la capacité à réagir collectivement face aux attaques et à penser les alternatives, c'est recréer des réseaux de solidarité pérennes et d'actions sur nos lieux d'études.

L'ÉDUCATION, UN SECTEUR DE RÉFLEXION ET D'INTERVENTION HAUTEMENT PRIORITAIRE

L'éducation ne concerne pas que les jeunes scolariséEs mais tout le monde, toute la vie. Les jeunes non scolariséEs ou déscolariséEs, les personnes en reprise d'études, les personnes qui ont des enfants, qui en ont dans leur entourage ou qui souhaitent en avoir, ainsi que la formation à titre personnel ou professionnel au cours de la vie dite « active », et même après.

Qu'est la scolarité en 2023 ?

Dans sa forme actuelle, il s'agit, surtout dans les pays anciennement industrialisés, d'une composante essentielle du capitalisme, si ce n'est son pilier principal. Ce qui est aussi paradoxal car l'école peut être la fragilité première du capitalisme de par l'espace critique qu'elle peut offrir. La division du travail qu'exacerbe le néolibéralisme pour maximiser son idéologie et ses profits traverse aujourd'hui l'école en profondeur avec les multiples processus de tri, de sélection sociale et de spécialisation poussée à l'extrême (ParcourSup, « Trouve ton Master »). Mais cela passe aussi par le type de filière, les moyens engagés, la manière d'enseigner et la stigmatisation de certaines couches de la société. Tel que l'ont illustré pendant des années Blanquer et Vidal, s'en prenant à un soi-disant « islamo-gauchisme » gangrénant l'Université. La multiplication des cours de management quel que soit les filières est un exemple concret de la place qu'a pris l'idéologie néolibérale au sein de l'enseignement.

Ce système scolaire est aussi intimement lié au chômage de masse, en précarisant l'accès aux emplois stables via les stages non rémunérés, les services civiques, les « jobs étudiants », l'apprentissage surprécarisé (passé à une échelle de masse sous Macron), ainsi qu'en limitant tout simplement le nombre de postes ouverts. La spécialisation exacerbée des connaissances et des compétences, couplée à ce chômage de masse, lui-même couplé à la rétention des postes ouverts, conduit au phénomène suivant. Avoir une « armée » de jeunes, formés à des niches déjà occupées ou dont personne ne veut.

Finalement, cela retire à l'individu la libre



disposition de lui-même par l'impossibilité d'appliquer ses connaissances. Les non-renouvellements de contrat qui se multiplient, à l'initiative même des jeunes travailleurs/ses, en est frappant. La « prolétarisation du travail intellectuel » que démontre Ernest Mandel dans ses travaux de 1979, semble en ce sens devoir être réactualisée sous deux angles.

Nouvelle prolétarisation du travail intellectuel ?

Premièrement, la barrière entre travail manuel et travail intellectuel demeure au niveau des postes mais pas forcément au niveau des individus. Car aujourd'hui s'est généralisé le fait de travailler à côté des études et plus seulement en termes de « job » d'été, mais tout au long de l'année. Passant dans la même journée, de travaux manuels tel que caissier à un travail de recherche (en master par exemple). Non pas que ce schéma n'était pas observé auparavant, mais il tend à s'homogénéiser (un étudiantE sur deux concernéE). De même que « l'ascenseur social » promis par le travail intellectuel que sont les études, est *a minima* en panne. Voire s'illustre de plus en plus par le mirage qu'il n'a pu être que partiel et passager, limité aux générations des Trente glorieuses et leurs descendances immédiates. Le travail intellectuel souffre par ailleurs d'entraves supplémentaires. Les années vécues comme perdues si on n'est pas « sélectionné » au niveau supérieur, ou pas comptées

pour la retraite, pourraient en particulier conduire à ce que beaucoup se désolent du souhait de faire des études. La conséquence pourrait être un fort retour en arrière, où la massification de l'enseignement supérieur ne serait plus au programme de la société.

En second lieu, alors même que la situation sociale est très dégradée, la catastrophe écologique en cours peine à donner des perspectives d'avenir pour toute l'humanité. L'impossibilité, au travers du système capitaliste, d'appliquer ses connaissances pourtant vitales dans ce contexte, est très impactant pour les individus. Ce qui ne peut que renforcer le sentiment de ne pas pouvoir disposer de soi-même ni de « peser » sur le cours des choses. Donc de renforcer cette aliénation, mais sous une situation inédite.

Une nouvelle scolarité pour un nouveau schéma de société

C'est bien de ça dont il s'agit. Les organisations de jeunesse dans leur ensemble ont perdu de vue l'importance de la scolarité pour l'émancipation individuelle et collective, c'est pourtant une des pierres angulaires qui manque pour animer la vie des mouvements sociaux de la jeunesse sur le long terme. L'école (apprentissage et lycée pro compris) n'est plus là pour apporter critique et débat mais au contraire, pour former aux domaines jugés rentables. Nous devons sortir de ce schéma nuisible en ouvrant les discussions sur nos établissements et entre organisations du mouvement

social. L'école et la formation pro doivent être pensées non plus pour les profits mais pour grandir, réfléchir, s'émanciper, se former à des métiers sociaux et écologiques, pour et avec les moyens de faire face à la catastrophe écologique.

Cela implique de ce fait d'affronter le modèle en vigueur. En réinsérant des espaces et des positions critiques directement au sein des cours et dans leur périphérie et en reconstruisant un puissant réseau d'associations et de syndicats capable d'en être à l'initiative ou de s'en faire le relais. Au-delà, c'est la structure même de l'enseignement qui est à repenser. Fini la verticale enseignantEs-enseignnéEs. Il nous faut être en interaction permanente, au regard des besoins du XXI^e siècle, cela passera par un refus systématique de la participation de près ou de loin des entreprises délétères en termes sociaux et écologiques, par la pleine gratuité de l'enseignement, par un salaire d'étudiantE, par une coparticipation des étudiantEs à la construction des programmes et des stages. Il est aussi prioritaire de réduire fortement la division du travail. Pourraient être ainsi mis en place des études de quatre jours par semaine maximum qui ne sépareraient pas travail intellectuel et manuel. Avec des ateliers collectifs d'apprentissage et de réparation sur les campus, des terres à cultiver aux abords des établissements pour apprendre les bases de la paysannerie et être touTEs en capacité de prendre part à l'ensemble des galères qui nous attendent au XXI^e siècle. Ou tout simplement pour s'émanciper ! □

Manifestation des étudiantEs contre les actions d'intimidation de groupes fascistes. © Photothèque Rouge /Martin Noda / Hans Lucas



Quelle stratégie pour vaincre Macron ?

Le mouvement que nous vivons est exceptionnel à plusieurs titres. On y a vu les plus grandes manifestations de l'histoire du mouvement ouvrier dans notre pays. On y a vu une unité inédite depuis des décennies — l'alliance de la CFDT à Solidaires, du PS à l'extrême gauche — étant la réfraction d'un combat de classe assumé par le pouvoir contre l'ensemble du prolétariat. Mais on y voit de nombreuses limites également, en particulier une faible auto-organisation, une incapacité à déborder les directions syndicales, y compris dans des secteurs géographiques ou professionnels précis, qui auraient pu s'en émanciper.

Derrière ce mouvement semble poindre un affrontement plus profond, entre d'un côté un système à bout de souffle, le capitalisme néolibéral qui utilise pleinement la répression pour se maintenir, et une V^e République qui en est une expression particulièrement redoutable, et de l'autre les prémices d'une autre légitimité, celle des opprimés et des exploités qui tardent à assumer la bataille décisive, hésite, cherche ses marques. Avec une extrême droite en embuscade pour exprimer la colère si celle-ci ne parvenait pas à se transformer en aspiration à l'émancipation.

Ce dossier cherche à contribuer à analyser les éléments de cette bataille et des solutions politiques que nous pouvons mettre en avant.

L'intersyndicale, voilà l'ennemi ?

PAR ROBERT PELLETIER

« Avec la réforme des retraites, il y a de quoi faire sauter plusieurs gouvernements ». Alors qu'on lui remet le Livre blanc des retraites en 1991, voilà ce qu'aurait déclaré Michel Rocard, Premier ministre de l'époque.

Depuis plus de trois mois, l'intersyndicale composée de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFE-CGC, de Solidaires, de la FSU, de la CFTC, de l'UNL, de VL, de l'UNEF, de la FAGE, de la FIDL et du MNL chapeaute l'exceptionnelle mobilisation contre la (contre) réforme des retraites. Malgré l'importance d'une lutte qui a d'ores et déjà mis dans la rue des centaines de milliers de manifestantEs, malgré la durée exceptionnelle de cette mobilisation, le gouvernement reste droit dans

ses bottes. Refusant toute forme de discussion et à fortiori toute modification de son texte, c'est Darmanin, le sinistre de l'Intérieur, qui est le seul « interlocuteur » des manifestantEs.

UNE, DES, STRATÉGIES

La politique de « guerre sociale » menée par Macron et son gouvernement a créé une situation partiellement inédite. Traditionnellement, face à la résistance aux offensives anti-sociales, le pouvoir accordait des concessions au moins

symboliques qui offraient des portes de sortie à tout ou partie des directions syndicales, notamment à la CFDT. Rien de tel cette fois-ci, d'autant que Macron exhale en permanence son mépris.

Depuis le début du mouvement l'intersyndicale a régulièrement et essentiellement lancé des appels à des manifestations dans l'ensemble du pays. Avec,





pour le 7 mars, un appel à « *mettre le pays à l'arrêt* » (sans préparation par un véritable plan à la hauteur de cet objectif). À l'intérieur de cet affichage unitaire, certaines des principales organisations engagées dans la lutte ont développé des propositions qui ne se voulaient pas antagonistes mais complémentaires. La direction de la CFDT, syndicat « majoritaire » (en statistiques d'élections professionnelles), s'est contentée de ces appels (tout en franchissant parfois la « ligne jaune » avec des appels à la médiation, cautionnés par Philippe Martinez). Un positionnement quelque peu contraint par le vote au dernier congrès de cette confédération en juin 2022 d'un amendement sur les retraites, adopté par les congressistes à 67,5 % des voix, contre l'avis de la direction confédérale, spécifiant : « *L'allongement de l'espérance de vie ne peut justifier une augmentation de l'âge moyen de liquidation.* » Dans les faits l'existence de ce « repère » a permis à des dizaines de milliers de militantEs et sympathisantEs de la confédération de se retrouver dans la rue, semblant vouloir faire oublier les défilades ordonnées lors de précédentes mobilisations. De même, la fédération cheminote de la CFDT s'est associée à celle de la CGT, de l'UNSA et de Sud Rail pour tenter d'organiser la grève reconductible dans leur secteur. En ce qui concerne la CGT, la direction confédérale a appelé à de nombreuses reprises à l'extension de la grève, notamment dans les secteurs déjà engagés dans la grève et dans tous ceux qui en avaient la possibilité. Les fédérations nationales des Ports et Docks, des Cheminots, des Industries Chimiques, du Verre et Céramique et des Mines Énergie affirment : « [elles] en sont convaincues : gagner passera par l'organisation méthodique et combinée entre les secteurs économiques, de grèves reconductibles dans les entreprises ». Un appel à la reconductible repris également par les éboueurs CGT de différentes localités. Dans l'éducation, Sophie Vénétiat, secrétaire générale du Snes-FSU, déclarait le 20 janvier : « *La grève reconductible ne se décrète pas, elle s'organise avec les collègues* », alors que deux syndicats minoritaires de l'Éducation, Sud Éducation et la CGT Educ'Action, appelaient à une grève reconductible à partir du 31 janvier. Plus globalement, à partir du 9 mars, Solidaires « appelle à

continuer de durcir ce mouvement social dans la durée, à maintenir et élargir les mouvements de grève reconductibles ». Les autres syndicats dont FO, la CFE-CGC ne prennent pas des positions différentes de l'intersyndicale. Alors que FO avait eu une posture plus radicale dans les précédentes mobilisations, sur les retraites notamment, en s'affichant presque systématiquement sur les positions et actions de la CGT. Localement, des assemblées sectorielles, soutenues par les organisations syndicales, notamment de l'éducation, ont pu appeler sur des secteurs géographiques plus limités à la reconduction et à la convergence. En complément des appels nationaux, se sont multipliés les manifestations locales, nocturnes, les blocages de zone industrielles, de plateformes logistiques. Toutes actions qui permettent à la fois aux plus convaincuEs de donner une visibilité à la mobilisation et à de nombreux/ses salariéEs d'affirmer le rejet massif, en dehors du périmètre des entreprises, des administrations, avec les précaires, des chômeurs/euses, des intermittentEs, etc. de leur rejet du projet de réforme, des méthodes du gouvernement et de toute sa politique.

COMPARAISON N'EST PAS RAISON

Au regard des positionnements rapidement évoqués ci-dessus, plutôt plus radicaux que lors de précédentes mobilisations et d'ailleurs largement suivis, comment expliquer que le gouvernement ne « lâche rien » ? C'est, outre les conditions d'accession au pouvoir de Macron, le contexte de crise économique qui rend plus pressante l'exigence de mater le mouvement social pour préserver les profits. Dans cette situation, on peut tenter des comparaisons avec de précédentes mobilisations et surtout de précédentes victoires pour comprendre les spécificités de la mobilisation actuelle. La mise au rencart de la réforme systémique engagée en 2019, pourtant largement soutenue par la CFDT, a été certes la conséquence d'une puissante mobilisation de plusieurs semaines mais aussi provoquée par la crise Covid qui a détourné l'attention du gouvernement vers une autre guerre, contre le virus, armé du « quoi qu'il en coûte ».

2006, c'est l'exceptionnelle montée en puissance de la mobilisation de la jeunesse avec manifestations, blocages des lieux d'études, soutien des confédérations syndicales qui conduira Chirac à déclarer inapplicable la mise en place

du CPE. Le CNE, issu du même projet de loi que le CPE, verra ses deux principales particularités (licenciement sans motif communiqué préalablement et période de consolidation de deux ans) déclarées contraires au droit international par l'OIT en novembre et sera souvent requalifié de droit commun par les tribunaux avant son abrogation par la loi en juin 2008.

En 1995, les enjeux du plan Juppé étaient multiples : un allongement de la durée de cotisation de 37,5 à 40 annuités pour les salariéEs de la fonction publique, mesure déjà appliquée sans résistance pour les travailleurs du secteur privé lors de la réforme Balladur de 1993 ; la détermination par le Parlement du budget de la Sécurité sociale visant à l'équilibre du système de protection sociale ; le blocage et l'imposition des allocations familiales et l'augmentation des cotisations maladie pour les retraités et les chômeurEs.

Cette double attaque, régimes spéciaux et prérogatives des organisations syndicales, provoque une résistance inédite qui se concrétise par, selon la DARES, plus de 6 millions de jours de grève dont près de 4 millions dans la fonction publique et plus de 2 millions dans les secteurs privé et semi-public et des manifestations dont la plus importante rassemblera, le 12 décembre, deux millions de personnes dans toute la France (le juppéthon). Le tout, malgré le soutien au plan Juppé par la CFDT et une partie du Parti socialiste. Une mobilisation puissante dans la fonction publique et largement par procuration dans le secteur privé. Et, au-delà, une ambiance dans le pays de débats, de contestation globale, qui se concrétise par des centaines de lieux de discussions et inscrit la mobilisation comme une page de victoire dans l'imaginaire du mouvement social.

À la mi-décembre, Alain Juppé annonce le retrait de sa réforme sur les retraites, la fonction publique et les régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF). Mais toutes les autres mesures et dispositions (CRDS, PLFSS, ARS, ONDAM et... carte Vitale) seront mises en place fin décembre par ordonnances. Une réforme qui renforce le pouvoir des politiques (Parlement, ministères) et des administrations au détriment des « partenaires sociaux ».

C'est la mobilisation massive du secteur public entraînant la « mise à l'arrêt » et surtout la « mise à pied » du pays qui a fait la force, et la victoire partielle, de la mobilisation. Les manifestations sont structurées par les cortèges d'EDF-GDF,

des cheminots, des salariéEs de la RATP, de la poste et des enseignantEs.

Les autres mobilisations (2003, 2010, 2016) ont combiné divers éléments comme des manifestations massives, des assemblées interprofessionnelles, des actions de blocages... mais la faiblesse de la grève et le décalage entre les milieux militants et la large majorité de la population ont conduit à des défaites malgré des mobilisations importantes.

ET AUJOURD'HUI, ALORS ?

Certaines caractéristiques se sont perpétuées, voir amplifiées. Les difficultés pour faire grève dans le privé notamment qui s'aggravent avec les restructurations de l'appareil productif, le maintien du chômage, la montée de la précarisation, et les difficultés économiques des salariéEs. La répression qui a pris une autre dimension depuis la mobilisation contre la loi travail et celle des Gilets jaunes, commence à décourager la participation aux manifestations.

La désarticulation de l'ensemble du secteur public est d'autant plus sensible qu'il constituait la colonne vertébrale des mouvements précédents.

Mais il ne s'agit pas seulement d'enregistrer cette situation avec fatalisme. Si la bureaucratisation des organisations syndicales n'a pas fait de saut qualitatif notamment en matière de dialogue social, l'affaïssement de ses forces dans le public n'est pas seulement dû aux politiques gouvernementales.

Les bases du mouvement syndical se sont constituées dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale. Une radicalité construite au regard de la guerre froide pour la CGT, à l'époque, largement dominatrice, un anti-communisme fondateur pour FO et un humanisme ouvert pour la CFTC devenant CFDT. Mai 68 engage une période différente. Dans le cours du débat au dernier congrès de la CGT, un délégué de la chimie a pu s'enflammer en déclarant « *que dans notre sang coule celui de tous les révolutionnaires, de la Commune de Paris à Mai 68* ». Oubliant (ou ignorant) que la CGT s'est, en 68, battue de toute ses forces, contre les « gauchistes » pour empêcher que la grève, bien générale celle-là, n'ait d'autre débouché que le Programme commun de la gauche. De même la CGT s'est montrée méfiante voire défiante face aux multiples luttes de travailleurs immigrés des années 70 tout comme fort

réservée sur les questions de l'avortement et de la contraception. Autant de secteurs du monde du travail qui resteront en marge du syndicalisme même si la CFDT a pu avoir une orientation plus adaptée. Si la CFDT s'est habillée provisoirement des atours de l'auto-gestion avec une certaine ouverture et radicalité, celles-ci sont remise cause dès 1976 avec la déclaration d'Edmond Maire dénonçant les « gauchistes » ceux qui « *font la politique du coucou et mettent leurs œufs dans notre nid* ».

Crises économiques, mondialisation du TINA (There Is No Alternative), accession au pouvoir de la gauche puis chute du mur de Berlin vont entraîner les deux principaux syndicats CGT et CFDT dans un maelström destructeur. Dans le sillage du PS pour l'une, du PCF pour l'autre, les deux confédérations vont accompagner les politiques des gouvernements de gauche, voire de droite pour la CFDT. Ces orientations vont entraîner la poursuite de leur perte d'audience et une désorientation des équipes militantes qui mènera certainEs à la création et au renforcement de la FSU ou de Solidaires et plus largement au découragement. Ce sont ces reculs tout à fait politiques ou comme on dit : « la perte des repères », qui explique en partie les défaites répétées dans les luttes contre les licenciements, les fermetures de sites comme dans la sidérurgie, le textile ou la forteresse ouvrière Renault de Billancourt fermée quasiment sans riposte. Et puis c'est surtout l'accompagnement des privatisations des entreprises publiques qui a les conséquences les plus significatives en termes de capacité de mobilisation. Des privatisations mal masquées, sous couvert d'entrée dans le capital, de participation moindre de l'État. « Privatisation négociée » à EDF-GDF selon le titre du livre d'Adrien Thomas¹, ouverture du capital d'Air France sous le ministère du communiste Jean Claude Gayssot, changement de statut modérément combattu au travers d'une bataille parlementaire et d'une réforme non assise sur une mobilisation ou détournée vers un référendum ou une votation citoyenne (PTT/France Telecom/La Poste, SNCF).

Il faut noter aussi que le recul des syndicats s'est accompagné d'une présence de plus en plus ténue sur le terrain (accentuée récemment par les réformes des institutions représentatives) qui engendre souvent un recul

de réflexes et de savoir-faire élémentaires (sortie de tracts, convocations de réunions, renouvellement des représentants) que la spontanéité et l'esprit de révolte de certains jeunes salariéEs ne remplacent pas en l'état actuel des choses.

Certes, on peut aujourd'hui s'interroger sur l'opportunité de caler des mobilisations-manifestations avec huit ou dix jours de distance, sur le refus de l'inter-syndicale de préparer et d'appeler franchement à la grève reconductible. Le refus obstiné, à l'exception de Solidaires et localement de la FSU, de toute forme d'auto-organisation est quasiment consubstantiel du développement du syndicalisme, dans un mélange de préservation des acquis et de préservation des appareils. La prise en charge par les travailleurEs elles et eux-mêmes de leur lutte, seule capable de faire faire des sauts aux consciences, reste l'exception. On est encore bien en peine de solliciter une autre lutte significative que celle des Lip² comme exemple de gestion démocratique d'une grève.

Attentisme, scepticisme, perte de repères ne sont pas seulement issus du poids de l'organisation capitaliste du travail, du poids de l'idéologie bourgeoise. La critique radicale de celle-ci (ou autrement dit les repères de classe) ne s'est dissoute que sous la double action des attaques multiformes de la bourgeoisie et de la capitulation qui est liée et assumée des organisations « ouvrières ».

C'est bien cette critique radicale qu'il faut remettre à l'ordre du jour, de façon large. C'est ce contenu qui doit constituer la colonne vertébrale de notre volonté de (re)construire un mouvement ouvrier non pas « idéal » mais qui retrouve ses repères, avec des pratiques de démocratie ouvrière. Le congrès de la CGT qui vient de se terminer montre que la voie est étroite entre prise en compte de l'ensemble des modes de domination de la bourgeoisie et retour aux formulations d'un passé si peu enviable, dans le cadre d'un débat démocratique. Le renouveau, notamment en termes de syndicalisation doit être l'occasion d'une remise en avant d'un syndicalisme de classe, de masse et démocratique. □

1) Une privatisation négociée - La CGT à l'épreuve de la modification du régime de retraite des agents d'EDF-GDF, Adrien Thomas. Éditions l'Harmattan.

2) Voir article dans le prochain numéro de la revue l'Anticapitaliste.

Des syndicats affaiblis, qui ne trahissent pas mais ne mènent pas la bataille jusqu'au bout

ENTRETIEN AVEC ÉTIENNE PÉNISSAT*

Une des questions qui se posent dans l'actuelle mobilisation sur les retraites est la faiblesse relative des grèves alors que l'opposition à la réforme est très nettement majoritaire parmi les travailleurs et travailleuses et alors que les manifestations interprofessionnelles ont atteint des niveaux rarement égalés depuis 1968. Nous avons demandé à Étienne Pénissat d'apporter son éclairage.

L'Anticapitaliste : Peux-tu nous donner ton point de vue sur les contradictions qui existent dans la dynamique de ce mouvement ?

Étienne Pénissat : Effectivement, il y a une forme de paradoxe : d'un côté la dynamique puissante d'opposition à la réforme dans la rue et dans l'opinion publique et de l'autre des grèves minoritaires qui ne se sont pas étendues au-delà de quelques secteurs stratégiques (cheminotEs, ouvrierEs des raffineries, éboueurs). Il y a eu beaucoup de grévistes lors des journées appelées par l'intersyndicale, sinon elles n'auraient pas dépassé régulièrement un et même deux millions de manifestantEs. En revanche, la reconduction des grèves, surtout après le 7 mars lorsque l'intersyndicale appelle à mettre « le pays à l'arrêt », est restée limitée ce qui n'a pas permis leur généralisation. C'est un problème car face à un pouvoir autoritaire comme celui de Macron, le nombre ne suffit pas. D'ailleurs Macron l'avait annoncé en laissant entendre dès février qu'il faudrait que le pays soit bloqué économiquement pour qu'il retire sa réforme.

Si l'on replace ce conflit dans les deux dernières décennies, la difficulté à organiser la grève dans la durée et à

l'élargir n'est pas une surprise. Avec d'autres collègues, on a montré qu'il y avait depuis le milieu des années 2000, une baisse de la pratique gréviste¹. Si plus de 16 % des salariéEs des établissements de 20 salariéEs et plus dans le secteur privé déclaraient avoir participé à une grève ou un débrayage sur la période 2002-2004, ils ne sont plus que 12 % sur la période 2014-2016². Plus encore, les taux de participation aux grèves ont fortement décliné : en 2008, 10 % des salariéEs avaient participé à une grève, ils ne sont plus que 6 % en 2016³. Ces chiffres masquent de fortes disparités entre salariéEs car l'occurrence des grèves est dépendante de la taille des entreprises : très rare dans les petites et moyennes entreprises, elle est plus fréquente dans les entreprises de grande taille. Si l'on s'en tient aux salariéEs qui ont été confrontéEs à une grève dans leur entreprise, le constat est encore plus net : 47 % des salariéEs déclaraient y avoir participé en 2008, ils et elles ne sont plus que 31 % huit ans plus tard. Ces taux de participation étaient déjà faibles dans le secteur privé depuis les années 1990-2000. Ils ont beaucoup chuté dans le secteur public : parmi les salariéEs de l'État confrontéEs à un conflit, seulEs

29 % y ont participé en 2016, contre 57 % en 2008. Ce recul de la participation se retrouve parmi les salariéEs des collectivités locales, des offices HLM et des hôpitaux publics. Même si les taux de grève ont remonté en 2019 avec la première bataille contre la réforme des retraites puis, en 2022, avec de nombreuses mobilisations pour l'augmentation des salaires dans un contexte inflationniste, la participation gréviste demeure fragile.

Quels sont les facteurs qui l'expliquent ?

On peut se rendre seule à une manifestation appelée par des organisations syndicales, mais on fait rarement grève sans être inséré dans un collectif de travailleurs/ses mobiliséEs. La grève a un coût économique mais aussi symbolique et affectif élevé. Encore plus s'il s'agit de tenir face au chef ou au patron. Concrètement, elle nécessite une infrastructure militante, elle se construit dans l'émulation avec les collègues, par le fait de se tenir coude-à-coude, par l'entraide et par la solidarité financière, par l'échange et l'élaboration des stratégies pour y parvenir. Bref, faire grève, ce n'est ni spontané ni une pratique isolée et individuelle. Elle

nécessite une puissante organisation collective et militante.

Or, les équipes syndicales se sont affaiblies ces dix dernières années. D'abord, la syndicalisation a reculé de 11 % en 2013 à 10 % en 2019 ; ce reflux touche aussi bien le secteur public (de 19,8 % à 18,4 %) que le privé (de 8,7 % à 7,8 %). Ce déclin syndical va de pair avec une moindre participation des salariéEs aux élections professionnelles ainsi qu'aux activités syndicales (réunions, tractages, etc.). Ensuite, la présence des syndicats a décliné sur les lieux de travail. Le taux de couverture des entreprises de plus de 10 salariéEs par un délégué syndical ou une instance élue est passé de 44 % en 2016 à 41 % en 2020. De même, en 2020, 47 % des salariéEs des entreprises de plus de 10 salariéEs sont couvertEs par une instance dédiée aux questions de santé, sécurité et conditions de travail (CHSCT ou CCST) contre 60 % en 2017.

La présence des militantEs syndicaux au plus près de leurs collègues sur les lieux de travail s'est donc amoindrie ces dernières années, même dans le secteur public. Si elle reste importante dans quelques « bastions » (transports publics, ports et docks, énergie) où des grèves ont pu être reconduites, les capacités d'organisation syndicale de la grève ont globalement reculé. L'enquête par sondage (4 000 enquêtés) réalisée par une équipe de sociologues fin février montrait d'ailleurs que les salariéEs déclarant avoir fait grève depuis le début du mouvement (15 % des personnes interrogées) entretenaient des liens avec les syndicats et des relations de solidarité au travail ; à l'inverse l'isolement constituait un frein à l'engagement dans la grève⁴.

Cette faiblesse des équipes syndicales a d'abord une explication économique. Le déclin de l'emploi industriel et des grandes usines, l'atomisation des salariéEs sur plusieurs sites et dans de petits et moyennes entreprises, l'individualisation du travail (contrôlé par des technologies numériques comme

chez Amazon), les restructurations permanentes des organisations de travail, la précarisation des emplois (contrats précaires, autoentrepreneuriat, ubérisation), l'allongement des chaînes de sous-traitance (qui fait que, sur une même chaîne de valeur, plusieurs entreprises et des salariéEs sous différents contrats interviennent) déstabilisent et fragilisent les collectifs de travail. Ceci rend plus difficile la syndicalisation et la constitution d'équipes syndicales actives. Ensuite, il y a eu une volonté politique très claire d'aff-



Envahissement du siège du fonds d'investissement BlackRock par Solidaires. © Solidaires Ratp Mtrois

faiblir considérablement les syndicats sous Hollande puis sous Macron. Ce sont les réformes visant à donner la priorité à l'accord d'entreprise sur les accords de branche et à fusionner les instances représentatives et à en réduire le rôle.

Désormais une très grande partie des ouvrierEs et des employéEs sont soumis à ce type d'organisations du travail et de l'emploi et une grande partie du prolétariat ne peut compter sur des équipes syndicales solides.

Concrètement, de ce fait, des pans entiers du prolétariat sont éloignés des syndicats et plus encore d'équipes syndicales solides et combatives. Si les cheminots sont environ 300 000 et les ouvriers des raffineries quelques milliers, les ouvriers de la logistique sont plus de 800 000, les ouvriers du BTP 900 000, les personnels des services aux particuliers (aides à domicile, assistantes maternelles, femmes de ménage, etc.) 1,8 millions les employés de commerce (vendeuses, caissières) 1,7 million.

Certains secteurs sont plus stratégiques puisqu'ils bloquent l'économie en empêchant la circulation des travailleurs et des marchandises (transports publics, ports) et l'approvisionnement en énergie (industrie pétrolière, EDF, centrales nucléaires), et qu'il suffit qu'ils et elles se mobilisent par la grève pour faire vaciller le gouvernement et le patronat. C'est le cas, mais ça ne semble plus suffisant. D'abord, plusieurs de ces secteurs ont mené par le passé des grèves dures qu'il est difficile de reproduire. C'est le cas des agents de la

RATP qui ont été le fer de lance de la grève en 2019 et qui manifestement ont moins les moyens de se mobiliser aussi fortement. Ensuite, ces secteurs ont connu comme les autres des restructurations et des attaques fortes contre leur statut. Dans une interview, Laurent Brun, secrétaire CGT de la fédération des cheminots, rappelle que la SNCF

ne réalise plus que 9 % du transport de marchandises là où c'était 60 % auparavant⁵. Dans le secteur pétrolier, de nombreux sites ont fermé depuis vingt ans, des raffineries sont transformées en dépôts de produits pétroliers ou certaines connaissent des reconversions en plateforme de bio-carburants comme à Grandpuits. Peu mis en difficulté par des grèves prolongées dans le secteur public, le gouvernement a ciblé les raffineries en prenant des arrêtés de réquisition des salariéEs. On a vu à cette occasion que pour faire fonctionner *a minima* un site il suffisait de quatre ou cinq ouvriers.

Quel est l'impact des difficultés financières et des problèmes de « fin du mois » ?

Il y a un impact surtout dans le contexte d'inflation. Fin 2022, les salaires réels – une fois tenu compte de



l'augmentation des prix – ont baissé de 2 %, ce qui rend plus difficile encore l'engagement dans des grèves longues. À l'automne 2021, nous avons réalisé, avec d'autres collègues, une enquête par sondage (2 500 personnes représentatives de la population française) et environ un tiers indiquait n'avoir pas fait grève, alors qu'il y en avait eu au moins une dans leur entreprise, car le coût économique serait bien trop important à assumer. Ça pèse, notamment sur les salariéEs les plus précaires et les moins qualifiéEs. Et ça peut peut-être expliquer la désertion des AG de salariéEs ou interprofessionnelle : ne pas aller voter la reconduite de la grève car on a « peur » d'y aller... Toutefois, je ne pense pas que ça soit la seule raison. Les échecs passés jouent également ; qu'on se souviennent des longues grèves des enseignantEs en 2003 soldées par une défaite. En même temps, quand on les interroge, les salariéEs considèrent majoritairement encore aujourd'hui que la grève est « un mode d'action efficace ». Sûrement enfin que la répression patronale est opérante et que tout a été fait, à l'image des « primes de présence » à la RATP, pour dissuader l'engagement dans la grève. Rien de surprenant en même temps. On en revient toujours à la faiblesse syndicale et militante pour organiser et protéger la grève.

La stratégie de l'intersyndicale, qui n'a jamais appelé à la grève générale, a-t-elle empêché le durcissement du mouvement par l'extension de la grève ?

Je ne partage pas la thèse de la « trahison des directions syndicales » car de fait elles n'ont pas été « poussées » par la montée des grèves et par des demandes pressantes des salariéEs de se lancer dans la grève. Les AG de grévistes étaient relativement faibles. Et si l'idée de la grève et du blocage de l'économie était majoritaire dans l'opinion, on n'est pas sorti d'une logique de « grève par procuration ». Dans ce contexte de faiblesse des équipes militantes dans les entreprises, on comprend que les syndicats plus combatifs (CGT, FSU, Solidaires, FO) aient joué la carte de l'unité syndicale et ont suivi la stratégie de Laurent Berger et de la CFDT de gagner la bataille de l'opinion. De fait, la CFDT n'aurait pas appelé à la grève générale reconductible.

Toutefois, il n'est pas inutile de questionner la stratégie de ces syndicats notamment lorsqu'il s'est agi d'enclencher une dynamique de grèves : tout le monde ayant bien compris que Macron ne céderait pas face aux manifestations massives. En dehors des quelques fédérations et syndicats qui ont l'habitude de construire la grève (cheminotEs, ouvrierEs des raffineries, etc.), on aurait pu imaginer une politique de la grève plus volontaire, parallèlement aux communiqués de l'intersyndicale.

La seule mise en avant des secteurs les plus coutumiers de la grève a, peut-être, été trop peu articulée à une pédagogie de la grève pour tous et toutes contre l'idée que la « grève par procuration ». C'est d'ailleurs l'ambiguïté de la médiatisation des caisses de grève : d'un côté, leur succès met en lumière le soutien populaire à la mobilisation donnent confiance et aide financière à ceux et celles engagéEs dans la grève, de l'autre, elles peuvent parfois légitimer la « délégation » de la grève à d'autres. J'ai été étonné, par exemple, que les leaders des syndicats plus combatifs n'aient pas rendu exemplaires, par leur présence sur les piquets, les grèves le 7 puis le 8 mars.

La belle idée de la « grève féministe » du 8 mars n'a ainsi pas trouvé de traduction visible, même de façon minoritaire, par la mise en avant de grèves ou d'assemblées de femmes grévistes. Au passage, ceci aurait été une bonne occasion de mettre en avant des responsables syndicales car on a surtout vu des responsables syndicaux dans ce mouvement ce qui est en décalage avec la forte féminisation du prolétariat contemporain. On peut également s'interroger sur la préparation du 7 mars et de ses suites dans le cadre des AG. On en revient là aux capacités d'action des équipes syndicales. Il semble qu'il y ait eu peu d'AG de salariéEs dans les entreprises et sur les lieux de travail et lorsqu'il y en a eu, elles se sont souvent résumées à quelques interventions des responsables syndicaux sans véritable débats et sans appropriation de la stratégie par les travailleurs/ses. Cette délégation de la lutte est un problème et constituera sûrement un point de questionnement à l'avenir.

De ce fait, le calendrier de la mobilisation a été dicté uniquement par l'intersyndicale, et en son sein par la CFDT, sans qu'un autre agenda, autour de la

construction des grèves et de blocages, puisse se mettre en place à grande échelle, après le 7 mars ou au moment du 49.3 lorsque le mouvement pouvait basculer. Enfin, des formes de substitution à la grève ont pu émerger ici ou là, comme le blocage de plateformes logistiques (Nice) ou des incinérateurs, en appui aux éboueurs grévistes de la région parisienne, mais sans appels à y participer au-delà des secteurs militants organisés. Or, on avait vu pendant les Gilets Jaunes que ces formes de blocage de l'économie permettaient à des salariéEs ne pouvant pas faire grève (aides à domicile, infirmières, ouvrierEs dans l'artisanat et dans les PME, chômeurs/ses, etc.) de participer concrètement à la lutte et de se relayer. De même, il n'y a pas eu vraiment de tentatives d'élargir le front des revendications à la question des salaires et des prix alors même que c'est une urgence immédiate pour les classes populaires et qu'il y a eu des grèves locales ou d'entreprises (Intermarché, groupe Rexel, etc.). Reste que même si ces pistes avaient été suivies, leur effet sur la dynamique demeure très incertain dans un contexte de faiblesse structurelle des équipes syndicales. La force du mouvement ouvre toutefois des perspectives positives : la relégitimation des syndicats, qui semble se traduire par de nouvelles adhésions, la reconnexion d'une grande partie du salariat avec des pratiques combatives et la politisation que la mobilisation suscite peuvent constituer une base de renouvellement de l'action syndicale et l'intérêt d'adopter des politiques de syndicalisation dans les franges du prolétariat qui en sont exclues. La déclinaison néolibérale du capitalisme est en crise. Les cycles de mobilisations et de protestations sont sûrement devant nous. □

****Étienne Pénissat est chercheur au CNRS et membres du Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales de Lille.***

1) Tristan Haute, Étienne Pénissat, « Le 7 mars et après : la grève reste une arme centrale pour la classe travailleuse », Contretemps, 4 mars 2023. <https://www.contretemps.eu/7-mars-greve-macron-reforme-retraites/>

2) Source enquête REPONSE, DARES.

3) Source SRCV, INSEE

4) Enquête réalisée par le collectif Quantité critique. Lire <https://aqr.critique.hypotheses.org/644>

5) <https://www.contretemps.eu/retraites-syndicalisme-lutte-classes-entretien-laurent-brun/>

Les femmes et les minorités de genre, en première ligne de la lutte pour nos retraites

PAR FANNY GALLOT*

Les méfaits de la contre-réforme des retraites sur les femmes ont largement été dénoncés : du fait des carrières incomplètes, des contrats à temps partiels, des salaires plus bas, elles seraient plus nombreuses à devoir attendre 67 ans pour ne pas avoir à subir la décote, qui réduit drastiquement le niveau de pension de retraite. Avec le système actuel, leurs pensions sont déjà inférieures de 40 % à celles des hommes.

En 2003, une tribune contre la réforme des retraites avait été rédigée grâce aux membres de l'intersyndicale Femmes qui s'est constituée en 1997. Cependant, leur texte « *Les femmes continueront à payer le prix fort !* » paru dans le journal *le Monde* n'avait eu alors que peu d'écho. Annick Coupé se souvient qu'à Solidaires, « *le camarade qui était en charge du dossier retraites et de la rédaction de nos tracts, quand je demandais que l'on parle des inégalités vécues par les femmes, il me disait de trouver une phrase à remplacer pour surtout ne pas rallonger le texte, il fallait négocier pied à pied¹ !* » L'idée a ensuite fait son chemin, cette question étant progressivement prise en charge par les organisations syndicales. En 2010, les effets de genre de la nouvelle réforme des retraites apparaissent plus clairement. Des publications, des tracts syndicaux reviennent spécifiquement sur les inégalités de genre de la réforme, une question qui est également intégrée dans les tracts plus généraux. En 2019-2020, Annick Coupé, ancienne porte-parole de Solidaires et secrétaire générale d'ATTAC, confiait au journal *le Monde* : « *c'est la première fois que cette question a une telle visibilité et que l'enjeu de l'égalité hommes-femmes est devenu aussi central²* ».

En 2023, la contestation féministe s'appuie sur les acquis de ces mobilisations antérieures et les effets néfastes

sur les femmes apparaissent encore plus systématiquement : les réseaux féministes syndicalistes à l'initiative des « grandes perdantes » de 2019 sont réactivés, de même que les Rosies, qui accèdent à davantage de visibilité encore. En outre, de nouvelles structures féministes rassemblent une nouvelle génération militante, produit de la nouvelle dynamique féministe mondiale, à l'image de la Coordination féministe rassemblant collectifs féministes, associations et assemblées. Elles s'emparent de la question des retraites, de même que des structures militantes veillant à souligner les effets néfastes de la contre-réforme sur les minorités de genre. C'est ainsi que la stratégie de la grève féministe, reprise depuis plusieurs années par les organisations syndicales en France³, s'est trouvée davantage portée autour des 7 et 8 mars 2023 : la lutte contre la casse de nos retraites constitue désormais explicitement une lutte féministe⁴ qui s'articule également à un combat anticapitaliste⁵.

LA CASSE DES RETRAITES : ACCENTUER « LA CRISE DE LA REPRODUCTION SOCIALE »

Avec le néolibéralisme et la réduction progressive de la place de l'État pour ouvrir de nouveaux marchés,

la philosophe Nancy Fraser parle de « *crise de la reproduction sociale*⁶ ». Cela se manifeste notamment par la multiplication de politiques s'attaquant aux institutions chargées du travail reproductif – le travail, rémunéré ou non, favorisant la production et la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire les travailleurs et les travailleuses elleux-mêmes – telles que les crèches, les hôpitaux ou encore les EPHAD. Du fait de la précarisation accrue et de la paupérisation des classes populaires, cela se traduit par une tendance à miner les capacités à se nourrir, se loger, être éduqué, etc. En d'autres termes, de produire et de reproduire cette force de travail.

Le système de retraite par répartition, issu des organisations ouvrières et généralisé à partir de 1945, est un enjeu central de la reproduction sociale de par sa masse monétaire (350 milliards d'euros par an) et sa logique redistributive censée, si ce n'est compenser, du moins réduire, une fois arrivé l'âge de la retraite, les inégalités salariales subies au cours des années de carrière. S'y attaquer, c'est dégager d'immenses opportunités de profit pour les fonds





financiers comme BlackRock, à partir des retraites par capitalisation de celles et ceux qui en auraient les moyens ; mais c'est aussi revenir à une organisation sociale dans laquelle le soin des personnes âgées des classes populaires repose largement sur du travail non rémunéré, effectué dans la famille, essentiellement par des femmes.

En plus des mécanismes redistributifs entre ancienNEs actifVEs, le système actuel de retraite par répartition permet également d'amortir – un peu – les inégalités de genre entre ex-actifs et ex-inactives grâce aux pensions de réversion que touchent les veuves au titre des droits à la retraite de leur défunt mari. Ces pensions de réversion constituent une forme de rémunération *a posteriori* du travail domestique gratuit effectué dans le cadre du mariage, selon le sociologue Paul Hobeika⁷. Mais ce mécanisme, qui reconnaît la dépendance financière institutionnalisée des femmes dans le mariage, protège de moins en moins de femmes depuis l'augmentation des divorces, comme des unions libres ou des PACS : le nombre de bénéficiaires de la réversion se réduit rapidement, sans que d'autres outils de solidarité adaptés aux nouvelles formes familiales ne soient mis en place.

Ces éléments articulant la contestation du néolibéralisme à celles des femmes et des minorités de genre sont au cœur des mobilisations qui se déploient. Il ne s'agit plus seulement d'ajouter « les femmes » ou les LBTQI+, mais bien de considérer la manière dont ces attaques font système.

LE TRAVAIL REPRODUCTIF AU CŒUR D'UNE CONTESTATION FÉMINISTE EN ÉBULLITION

Libération compte 150 actions le 8 mars 2023, « y compris dans les villes moyennes », à l'image de la géographie de l'ensemble de la contestation, contre « une soixantaine à la même date l'an dernier⁸ ». Des garderies sont organisées pendant la grève le 8 mars et au-delà, à l'image du 6 avril à Grenoble. L'AG féministe y organise une garde d'enfants solidaire de 8h30 à 19h, ainsi qu'une caisse de grève dont elle redistribue les ressources à des personnes ayant fait grève le 8 mars. L'AG précise qu'elle a redistribué l'argent collecté notamment « à au moins 15

aides à domicile et 15 agentes d'entretien en lycée ». Ainsi, se déploie l'idée selon laquelle ce sont les métiers à prédominance féminine – le travail reproductif rémunéré mais déqualifié dans la sphère professionnelle, des métiers pourtant essentiels – qui pâtissent le plus de l'inflation et peinent à trouver les moyens de participer à la grève. La déqualification liée à la naturalisation des compétences des femmes est ainsi dénoncée et prise en compte dans la lutte.

Plus encore, un saut qualitatif s'est opéré quant à la réappropriation de la grève féministe dans la dynamique de la mobilisation du 7 mars appelée par l'intersyndicale, au point que des journalistes en fassent leurs titres, à l'image de *la Provence* : « Si les femmes s'arrêtent, il se passe quoi ? » La centralité du travail domestique non rémunéré effectué dans la famille est largement dénoncée, notamment dans la mesure où il permet d'expliquer les carrières hachées. Ainsi, la Collective des Mères Isolées, à Montreuil, déplore l'absence de prise en compte dans la contre-réforme des familles monoparentales, dont 86 % sont portées par des femmes, elles-mêmes davantage exclues du marché du travail : 1/3 des cheffes de familles monoparentales sont sans emploi et 37 % des mères isolées exercent à temps partiel⁹. De même, l'assemblée féministe Paris-Banlieue prépare aussi la « grève féministe pour nos retraites », soulignant que « les femmes, les personnes LGBTQI+, les personnes racisées, les personnes handicapées sont les plus exposées par la réforme des retraites qui s'annonce. Les parcours [professionnels] hachés, souvent liés au travail reproductif, à l'éducation des enfants et au soin, diminuent les pensions. Sans compter les discriminations, les exclusions et les difficultés rencontrées sur le marché du travail. » En d'autres termes, les structures féministes récentes font le lien entre la dévalorisation de certains métiers principalement assumés par des femmes – souvent racisées en région parisienne – et le travail domestique gratuit effectué dans la famille pour souligner les conséquences de cette contre-réforme, notamment sur les femmes des classes populaires.

FACE AU CAPITALISME : INVERTISSEZ-VOUS !

Dans les manifestations, des « pink blocs » rassemblent des collectifs et

des associations qui dénoncent les effets néfastes de la réforme des retraites pour les personnes LGBTQI+. Elles s'inscrivent dans la dynamique de la tribune intitulée *Pour une retraite radiieuse des LGBTQI+* initiée par les Inverti·e·s¹⁰, un collectif qui se définit comme « LGBTQI, trans-pédé-gouine, mais également marxiste et anticapitaliste ». Al, du collectif « Queers parlons travail », insiste notamment auprès de *Mediapart* sur les carrières « marquées par nos transitions de genre, par des discriminations, voire par une fuite du salariat pour ne plus subir le sexisme, l'homophobie et la transphobie sur nos lieux de travail [...] nous n'avons donc pas de carrières complètes. La majorité des personnes queers travaillent également dans le social, l'éducatif ou l'associatif, qui sont des métiers très féminisés, moins bien rémunérés, parfois à temps partiel. Nos pensions en seront diminuées d'autant¹¹. » Par ailleurs, les personnes trans peinent à faire valoir les trimestres travaillés avant leur transition et leur changement de nom. En outre, la solidarité intergénérationnelle peut être empêchée par le rejet dans les familles susceptibles de laisser les personnes LGBTQI+ particulièrement isolées à l'âge de la retraite, d'autant que les personnes LGBTQI+ sont davantage privées du droit d'en créer une, à l'image des mères lesbiennes qui n'ont pas toujours accès à la PMA. En bref, des moyens réduits pour financer le placement en EPHAD avec ses coûts exorbitants liés à la marchandisation. Là encore, l'intrication entre travail domestique non rémunéré et emplois dévalorisés dans la sphère professionnelle est mise en avant pour souligner les effets néfastes de la contre-réforme.

RÉPRESSION DES ACTIONS

La répression des actions féministes n'est pas nouvelle, bien qu'historiquement on ait longtemps considéré qu'elles en étaient préservées : on se souvient de la marche de nuit pour un « féminisme populaire antiraciste » du 7 mars 2020, chargée par les forces de l'ordre après que les manifestantes avaient été nassées, tandis que certaines d'entre elles avaient été littéralement traînées dans les escaliers du métro¹². La répression qui s'abat actuellement sur le mouvement n'épargne pas les féministes. Le 7 février 2023, ce sont les Rosies organisant une action devant l'Assemblée nationale pendant le débat

parlementaire qui sont placées en garde à vue : « On a mis en danger les valeurs de la République, dégradé le patrimoine national, déstabilisé le gouvernement avec une danse et de la craie ! », ironise Youlie Yamamoto¹³.

Une semaine plus tard, quatre colleuses du mouvement « Relève féministe » sont à leur tour arrêtées alors même que le collage ne constitue pas une infraction passible d'une peine de prison. Elles sont finalement libérées le lendemain : elles ne sont pas poursuivies, ce qui signifie que les procès-verbaux ne sont pas établis. Au fond, il s'agit d'intimider les militantes, de leur faire peur¹⁴. Et cela peut

s'accompagner de propos sexistes, voire de violences sexuelles. Ainsi, le 14 mars, ce sont quatre étudiantes qui déposent plainte pour « violences sexuelles par dépositaire de l'autorité publique » suite à une fouille dans une nasse qui s'est traduite par des « palpations avec les mains à l'intérieur des sous-vêtements » selon l'une des avocates, accompagnées de propos insultants et humiliants¹⁵. Finalement, l'élargissement et la radicalisation de la contestation des femmes et des minorités de genre fait peur au pouvoir, au point que des moyens répressifs de toute sorte sont mis en œuvre pour la faire taire.

« DÉSANDROCENTRER » LE TRAVAIL, UN MOTEUR IMPLICITE DE LA CONTESTATION

Le Conseil recherche ingénierie formation pour l'égalité femmes-hommes (Corif) avait calculé en 2017¹⁶ que le rattrapage des inégalités salariales pourrait rapporter 5,5 milliards d'euros de cotisations supplémentaires pour la retraite. La revalorisation des métiers qui entrent dans le champ du travail reproductif, ces activités essentielles comme l'avait révélé la pandémie de covid, conduirait, de plus, à une augmentation des salaires de nombreuses femmes permettant de financer également les retraites, comme l'ont répété des féministes depuis janvier 2023. En



8 mars 2023, manifestation et grève féministe. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

outre, Céline Bessière et Sybille Gollac insistent sur l'absence de reconnaissance du travail domestique et parental, témoignant de la « conception masculine du travail » qui préside à cette contre-réforme¹⁷ : le « désandrocentrisme » du travail constitue donc un moteur implicite de la contestation des femmes et des minorités de genre. Et cet enjeu est éminemment anticapitaliste, dans la mesure où il implique un changement de logique, une inversion des priorités, non plus fondée sur les profits de certainEs, mais sur les besoins de touTEs. □

***Fanny Gallot est historienne, maîtresse de conférences à l'Université Paris-Est Créteil et chercheuse au Centre de recherche en histoire contemporaine comparée (CRHEC). Ses recherches portent sur le travail des femmes et le syndicalisme.**

1) « De 1995 à aujourd'hui : la place des femmes dans les mobilisations contre les réformes des retraites », Entretien avec Annick Coupé, réalisé par Rachel Silvera, dans *Le genre au travail. Recherches féministes et luttes de femmes, sous la dir. de Nathalie Lapeyre, Jacqueline Laufer, Séverine Lemièrre, Sophie Pochic et Rachel Silvera, Syllepse, 2021.*

2) Raphaëlle Besse Desmoulières, « Retraites : la voix des femmes résonne dans le mouvement social », *Le Monde*, 9 mars 2020.

3) <https://www.contretemps.eu/greve-feministe-genealogie-histoire-gallot/>

4) <https://www.contretemps.eu/pour-un-8-mars-historique/>

5) <https://institutlaboetie.fr/note-histoire-8-mars/>

6) Nancy Fraser, « Crise du care ? Paradoxes socio-reproductifs du capitalisme contemporain », *Capitalisme et reproduction sociale*. Avant 8 heures, après 17 heures, *Blast*, 2020, p. 41-65.

7) Paul Hobeika, « Le patriarcat d'outre-tombe. Veuvage, réversion et recomposition des rapports sociaux à l'âge de la retraite », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 41, n° 1, 2022, p. 48-65.

8) Anne-Sophie Lechevallier, « Les actions anti-réforme au cœur de la journée des droits des femmes », *Libération*, 8 mars 2023.

9) <https://www.facebook.com/CollectiveMeressolees/>

10) <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/170123/pour-une-retraite-radieuse-des-lgbti>

11) Célia Mebroukine, « Retraites : le "pink bloc" veut réconcilier luttes LGBTQI+ et luttes sociales », *Mediapart*, 10 février 2023.

12) « À Paris, les manifestantes chargées par les forces de l'ordre lors de la "Marche féministe" », *L'Obs*, 8 mars 2020.

13) Nadège Dubessay, « Youlie Yamamoto, la riposte féministe en bleu de travail », *L'Humanité*, vendredi 10 février 2023.

14) <https://www.politis.fr/articles/2023/03/qui-veut-faire-peur-aux-militant-es-repression-justice-police/>

15) Karl Laske, « À Nantes, quatre étudiantes qui manifestaient accusent la police de violences sexuelles », *Mediapart*, 18 mars 2023.

16) https://www.corif.fr/wp-content/uploads/2018/02/le_cout_des_inegalites_version_internet-2.pdf

17) Céline Bessière et Sybille Gollac, « Retraites : la réforme macroniste renforce une conception masculine du travail », *Libération*, 30 janvier 2023.

Les ressorts de la (difficile) mobilisation des jeunes : renouvellement générationnel, précarité et contre-réformes

PAR TRISTAN HAUTE*

La « jeunesse n'est qu'un mot » pour reprendre l'expression du sociologue Pierre Bourdieu, tant ce label agrège des individus aux situations sociales très différentes. Mais force est de constater que cette « jeunesse » constitue, durant le mouvement en cours contre la réforme des retraites comme par le passé, une catégorie pertinente aux yeux tant des gouvernants, qui s'en méfient, que des organisations syndicales et partis, qui l'appellent à se joindre au mouvement social.

De plus, et malgré leur hétérogénéité, les jeunes générations semblent porteuses de cultures politiques différentes de leurs aînés. Pour autant, les jeunes, en fonction de leur situation professionnelle (en études, en emploi ou ni l'un ni l'autre) et sociale (degré d'exposition à la précarité économique et sociale, degré d'exposition à différentes formes d'oppressions systémiques...), font face à des processus spécifiques qui entravent leur mobilisation. Pour comprendre les ressorts de la participation ou non des jeunes au mouvement social contre la réforme des retraites, il convient ainsi de tenir compte à la fois des dynamiques générationnelles, mais aussi des processus sociaux et institutionnels qui touchent certains segments de la « jeunesse ». Nous montrerons ainsi que la mobilisation massive de jeunes à partir du 16 mars, jour d'activation de l'article 49.3, pourrait s'expliquer par leurs plus grandes attentes démocratiques. Cependant, un focus sur les étudiantEs montre que leur mobilisation de moindre intensité, au regard de mobilisations antérieures, pourrait avant tout s'expliquer par la précarité et par les réformes de l'enseignement supérieur auxquels ils et elles font face.

DU REJET DE LA RÉFORME AUX EXIGENCES DÉMOCRATIQUES

TouTEs les observateurs/trices sont

unanimes : le recours à l'article 49.3 le 16 mars dernier a participé non seulement à renforcer le mouvement social contre la réforme des retraites, mais aussi à rallier considérablement les cortèges. Cette évolution peut s'expliquer par le fait qu'à la contestation du projet injuste de réforme des retraites sont venues s'ajouter des préoccupations démocratiques bien plus larges. Si ce doublement de la crise sociale par une crise démocratique concerne toute la société, les jeunes se singularisent par des attentes démocratiques plus fortes.

Certes, les jeunes étaient, dès 2022, moins nombreux/ses que leurs aînés à soutenir l'idée d'un report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans : 17,9 % des moins de 30 ans soutenaient cette proposition en 2022 contre 30 % des personnes de 30 ans ou plus selon l'enquête Young Elect¹. Mais la réforme des retraites semble, au regard de leur âge, moins préoccuper les jeunes que leurs aînés, à l'inverse des enjeux climatiques ou des oppressions systémiques dont les conséquences sont à la fois concrètes, pérennes et immédiates. C'était d'ailleurs un des paris du gouvernement. Au regard de la situation écologique actuelle, on ne peut que comprendre un relatif désintérêt des jeunes pour un système dont rien ne dit qu'elles et ils pourront en bénéficier.

À l'inverse, si on regarde le rapport des jeunes à la démocratie, on constate que

leurs critiques à l'égard des institutions existantes et leurs attentes sont bien plus grandes que parmi leurs aînés. Rappelons ici que, si les jeunes s'abstiennent aux élections, cette abstention, souvent bien plus intermittente que constante, est le résultat d'un rapport non pas désintéressé mais critique au vote². Selon l'enquête YoungElect, seuls 39,8 % des moins de 30 ans considèrent que la démocratie fonctionne bien en France contre 53,5 % des personnes de 30 ans ou plus. De même, les jeunes rejettent plus que leurs aînés la nécessité de cheffEs et de hiérarchies pour gouverner et plébiscitent davantage le recours au tirage au sort ou au référendum d'initiative citoyenne ou populaire, autant d'indices d'une exigence plus répandue d'horizontalité. Une exigence particulièrement incompatible avec la pratique actuelle du pouvoir et, plus largement, avec la V^e République.

Il n'est donc pas étonnant que le recours à l'article 49.3, symbole de la verticalité absolue d'un régime présidentiel, ait remobilisé des jeunes qui, quoique opposés à la réforme, ne jugeait pas cet enjeu primordial. À ce titre, pour répondre à ces exigences démocratiques, on peut penser que les organisations du mouvement social devraient non seulement approfondir leurs discours et leurs réflexions sur les enjeux démocratiques, mais aussi améliorer leurs pratiques de la démocratie, en interne et au sein des mobilisations

sociales. D'autant plus que, si le rapport des générations les plus récentes à la démocratie est plus critique, celui-ci n'a encore rien de stabilisé. Plaider pour et pratiquer une démocratie plus horizontale et plus inclusive, c'est à la fois un moyen d'attirer plus de soutiens, notamment au sein des jeunes générations, mais aussi faire avancer un agenda révolutionnaire.

PRESSIION, PRÉCARISATION, DÉVITALISATION ET DÉMOBILISATION : L'EXEMPLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Pour autant, pourquoi ces exigences démocratiques ne se traduisent-elles pas toujours en actes ? Au-delà des « opinions » politiques, n'y a-t-il pas des logiques sociales à l'œuvre ? Pour saisir ces logiques sociales, il convient de penser l'hétérogénéité de cette catégorie et de s'intéresser à des segments sociaux particuliers.

Prenons ici l'exemple des étudiantEs. Comment expliquer que, malgré une présence renforcée dans les cortèges et un nombre important d'actions de blocage des campus, les assemblées générales et comités de mobilisation rassemblent moins d'étudiantEs que lors de précédentes grandes mobilisations (notamment celles du milieu des années 2000 contre le Contrat première embauche ou encore contre la loi Libertés et responsabilités des universités) ?

Les causes ne sont pas à rechercher dans une supposée dépolitisation des étudiantEs, dans un désamour entre les étudiantEs et les syndicats ou dans une moindre sensibilité des étudiantEs tant à la question des retraites qu'à la question démocratique. Ces hypothèses ont toutes été nuancées, si ce n'est écartées, par les recherches les plus récentes. C'est plutôt du côté des conditions d'études et de vie des étudiantEs qu'il faut chercher une réponse. Ainsi, la généralisation du contrôle continu dans les formations de licence comme de master, doublée d'une complexification de la compensation entre matières, limite les possibilités de mobilisation. D'un côté la pression autour des notes est permanente, d'autant plus que celles-ci déterminent fortement, depuis 2017, l'accès en master et, a fortiori, à celui de son choix. D'autre part, le cumul des études et d'une activité rémunérée, de plus en plus nécessaire financièrement dans un contexte d'augmentation du coût de la vie étudiante et de diminution des aides parentales et sociales (qui ne compensent pas l'inflation), devient de plus en plus délicat. Travailler à mi-temps et

suivre des études est devenu une mission quasi impossible : certes des aménagements d'études sont parfois possibles, mais les étudiantEs qui en bénéficient se singularisent par des taux de réussite beaucoup plus faibles, tant ils et elles n'ont pas eu accès aux enseignements en présentiel et en petits groupes, forme pédagogique la moins inefficace.

Parallèlement, les emplois étudiants, qui pouvaient être des moments de rencontre avec le syndicalisme, notamment les emplois dans des secteurs de forte implantation syndicale (Éducation nationale, Poste...), se sont aujourd'hui transformés. Aux CDD à mi-temps se substitue un recours au statut d'auto-entrepreneur, notamment en vue de travailler pour des plateformes de livraison. Moins rémunératrices, ces plateformes autorisent (en théorie) une plus grande flexibilité horaire. L'implantation syndicale y est toutefois plus faible, entravée par l'atomisation des travailleuses et travailleurs et par leur statut peu protecteur.

Dès lors, d'un côté, se mobiliser sur son lieu de travail, fait rare, devient de plus en plus improbable et, d'un autre côté, l'emploi du temps étudiant, même quand il ne se double pas d'un emploi en parallèle, offre une part de plus en plus réduite à l'engagement étudiant.

VERS UNE DÉVITALISATION SYNDICALE ET POLITIQUE DES CAMPUS ?

Les engagements des étudiantEs sur leurs lieux d'études, fortement impactés par la crise sanitaire, semblent ainsi en repli. C'est en particulier vrai pour l'engagement syndical, politique ou lors de mobilisations sociales puisque, contrairement à d'autres, il ne peut faire l'objet d'une « valorisation ». En effet, si l'engagement étudiant peut désormais être récompensé sous la forme de notes ou autre, les modes d'engagement concernés sont aussi les plus consensuels et dépolitisés, ceux qui ne remettent pas en cause le fonctionnement de l'enseignement supérieur et de la société actuelle. L'effondrement de l'Unef³, tant en termes de couverture géographique que de nombre de militantEs, s'explique ainsi moins par des polémiques médiatiques que par la conjonction de conflits internes et de difficultés encore plus grandes à recruter et à « garder » des militantEs. Les organisations syndicales étudiantes plus petites comme la FSE ou Solidaires ÉtudiantEs, qui ont l'habitude de disposer d'un nombre réduit de militantEs actifs-ves, n'ont d'ailleurs

pas subi le même déclin. Rappelons que, contrairement aux syndicats de salariéEs ou aux partis, les organisations étudiantes doivent renouveler la quasi-totalité de leurs effectifs tous les 3 à 5 ans.

Ainsi la généralisation du contrôle continu, la mise en place d'une sélection entre la licence et le master ou encore la disparition progressive des mécanismes de compensation entre différentes matières sont sans doute parmi les principaux facteurs d'une dévitalisation syndicale et politique des campus. Si des étudiantEs peuvent consacrer quelques heures à de grandes manifestations, voire à quelques assemblées générales, plus rares sont celles et ceux en capacité de s'impliquer durablement et quotidiennement dans une mobilisation. C'est particulièrement vrai si celle-ci se déploie à l'échelle du lieu d'études tant, à force de discours sur l'impératif de l'insertion professionnelle, celui-ci est perçu comme un lieu de passage plutôt que comme un lieu de vie. La pratique de l'enseignement en distanciel, qui s'impose progressivement depuis la pandémie liée à la Covid-19, ne fait que renforcer en pratique cette dévitalisation des campus. De tels raisonnements sont sans doute applicables dans d'autres segments de la « jeunesse » : au lycée où le contrôle continu est désormais déterminant tant pour le baccalauréat que pour l'admission dans le supérieur mais aussi dans les secteurs professionnels où les jeunes sont surreprésentés et où la précarité des emplois, l'atomisation des collectifs de travail, voire leur absence, et l'individualisation du rapport salarial sont la norme et entravent l'action syndicale. □

***Tristan Haute est militant syndical et politologue**

1) Enquête scientifique coordonnée par Vincent Tiberj et Amaïa Courty (Sciences Po Bordeaux) ; voir : <https://injep.fr/publication/le-vote-et-labstention-des-jeunes-au-prisme-de-leurs-valeurs/>

2) Voir à ce sujet <https://www.contretemps.eu/abstention-enjeu-gauche-classes-populaires-jeunesse/>

3) La récente nouvelle sur la scission d'une partie de l'Unef (17 fédérations sur 60, selon le Monde, et la moitié des membres du bureau national) confirme la crise du syndicat. Les dissidentEs ont rejoint l'Alternative, née en 2019 d'une précédente scission, pour former l'Union Étudiante. La rupture serait liée à une volonté de dépasser le fonctionnement en « tendances » responsable d'une détérioration des relations militantes et d'un éloignement du terrain. CertainEs déplorent également les pratiques violentes, le verrouillage de la direction et l'absence de démocratie interne. Le congrès fondateur de l'Union Étudiante se tiendra les 22 et 23 avril mais la nouvelle organisation revendique d'ores et déjà l'héritage historique de l'Unef.

L'unité et le combat pour la dignité sont les ciments des mobilisations de masse de la jeunesse

ENTRETIEN AVEC ROBI MORDER

Nous avons interrogé Robi Morder, spécialiste des mouvements lycéens et étudiants, un des animateurs du Germe¹, pour comparer le mouvement actuel dans la jeunesse avec les formes qui ont existé par le passé, notamment en 1986.

L'Anticapitaliste : Peux-tu revenir sur le mouvement de 1986, qui marque un tournant pour les mobilisations dans la jeunesse, et ceux de 1995, 2003 et 2006, parce qu'ils mettent en rapport la jeunesse et le travail ?

Robi Morder : Novembre-décembre 1986 a été un mouvement un peu exceptionnel, contre un projet de réforme de l'enseignement supérieur avec la sélection, l'augmentation des frais d'inscription et la remise en cause du caractère national des diplômes, mais il comportait aussi un volet institutionnel de restructuration avec l'autonomie des universités.

Il faut restituer ce mouvement dans le contexte global, après la victoire de la droite aux législatives de mars 1986, et le début de la cohabitation avec Mitterrand à la présidence de la République. L'existence de SOS Racisme, avec des comités, notamment dans les lycées, est assez importante, et justement ce sont les lycées qui vont représenter la masse des manifestantEs, même si la « locomotive », ce sont les étudiantEs qui se structurent en coordination nationale.

La grève générale va être courte – trois semaines de la mi-novembre au retrait et la manif du 10 décembre. Le travail militant précède avec des comités contre la réforme, de l'information, et

ce depuis la rentrée, pendant plusieurs semaines. Il y a même parfois du scepticisme, car ça ne semble pas prendre, ça a l'air de passer au-dessus de la tête des étudiants. Certains pensent même que « la société a viré à droite » et qu'il faut se contenter d'un travail propagandiste. Finalement, à un moment donné, deux, trois facs démarrent, et en quelques jours le mouvement s'étend, c'est une déferlante lycéenne et étudiante puis on arrive au retrait du projet.

La coordination existait déjà dans le répertoire d'action, il y avait eu les grèves contre le DEUG et la loi Debré (réforme des sursis) en 1973, contre la réforme du deuxième cycle en 1976. C'est un problème qui va demeurer parce qu'il ne suffit pas de s'appeler coordination pour être plus représentatif qu'un syndicat : est-ce qu'un syndicat de 60 adhérentEs dans une fac est moins représentatif qu'une assemblée générale dans laquelle il y a 30 personnes ?

Mais à l'entrée dans la grève générale de 1986, les syndicats sont en crise, les effectifs militants sont faibles. Aux JCR, on doit être 120 militantEs à ce moment-là. Toutes organisations confondues à gauche, y compris syndicales, on doit avoir à peine plus d'un millier de militantEs (je ne parle pas des simples adhérentEs). Et, là, une

masse d'étudiants qui entrent en mouvement se disent apolitiques – en fait il s'agit d'indépendance vis-à-vis des organisations.

Le mouvement est énorme. Il a des assemblées générales, la coordination apparaît comme quelque chose de démocratique, qui est prête à mettre à sa tête des gens qui sont organisés, dont tout le monde sait être des militantEs politiques. Il n'y a aucun problème de légitimité tant que les gens ne se présentent pas sous leur étiquette et respectent les mandats des coordinations. La coordination est acceptée par des syndicats étudiants qui ne peuvent pas faire autrement, et ils intègrent dans leur répertoire l'auto-organisation. Cela va marquer durablement la culture syndicale étudiante.

On retrouve la coordination par exemple en 2006, contre le Contrat première embauche, un autre grand mouvement, victorieux. Ce n'est pas un mouvement contre une réforme universitaire. Il se fait contre une loi qui est adoptée puis promulguée, mais elle est finalement abrogée *de facto*. Le recul gouvernemental est facilité par la rivalité entre Sarkozy et Villepin dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007, mais sans le mouvement il n'y aurait pas eu ce recul. C'est quand même une victoire du mouvement

étudiant et plus largement du mouvement ouvrier puisqu'il s'agit d'une réforme du Code du travail. Et forcément, de ce fait, les confédérations de salariés sont impliquées, tout le monde est réuni en intersyndicale. Il y a les syndicats étudiants, dont la Fage, l'Unef, la Confédération étudiante². Entre l'intersyndicale, la coordination représentative et le mouvement local, il y a plusieurs légitimités qui vont se confronter. Il y a la coordination avec des procédures inédites : le vote dans les assemblées générales, le vote à bulletins secrets, avec des procédures qui sont respectées. La coordination organise le mouvement étudiant qui est la locomotive de la lutte, mais dans les entreprises, ce sont les syndicats qui organisent le mouvement, d'autant qu'il n'y a pas de grève générale, pas de comités de grève, pas de coordination des comités de grève chez les salariéEs, même s'il y a beaucoup de monde dans la rue. Ce qui frappait en 2006, c'était l'exigence démocratique : dans les AG, on entend ceux qui sont pour la loi, ceux qui sont contre, tout le monde s'exprime, même l'UNI³, et il y a un grand attachement au respect des procédures de vote. On a pu y retrouver, quatre ans après, les éléments de la mobilisation de la jeunesse contre Le Pen. En effet, en 2002, pour le deuxième tour, pour battre le Pen (Jean-Marie) ils légitiment aussi bien la rue que les urnes comme deux outils possibles. C'est à mettre en regard avec l'actualité où l'on considère que ce sont deux formes d'expression de la volonté populaire.

En 1995, 2003, 2006, il y a aussi la question de comment la jeunesse tisse des relations avec les organisations syndicales, et sur le lien avec des réformes qui sont liés à l'organisation du travail.

Je trouve que l'essentiel, on la retrouve tout le temps, c'est la question de la dignité.

En 2006, les étudiants, pour reprendre l'expression surgie en 2016 contre la loi travail, ressentent un « on vaut mieux que ça » : on a des diplômés et on nous dit qu'on sera des salariés jetables pendant deux ans. C'est ça l'élément clé, qui fait basculer. C'est ce qu'on connaît dans toutes les grèves, dans tout le mouvement social : on relève la tête, c'est la question de la dignité ouvrière. Qui existe aussi comme élément de dignité individuelle.

Il y a un parallèle avec ce qui se passe aujourd'hui avec le 49-3, la répression et parfois les interdictions de tenir des AG. Il s'agit en plus de la dignité individuelle, de la dimension de dignité collective : on empêche un collectif, un syndicat, de tenir une AG, de convoquer une AG. Face à ça, on veut défendre les libertés individuelles et collectives.

Le mouvement de 1995 c'était un peu différent. Il y a eu aussi une coordination étudiante, avec les vicissitudes dans les rapports avec l'Unef ou la gauche. 1995 démarre d'abord dans un certain nombre de facs, pas du tout sur les retraites mais sur les budgets et les conditions de rentrée. À Rouen et à Nancy, la Fage est un acteur local du mouvement, ce qui est nouveau. Cet aspect étudiant se développe localement, comme souvent sur les luttes budgétaires, puis prend une petite ampleur nationale parce que le budget est voté en novembre au Parlement. Mais l'immense mobilisation des salariéEs contre le plan Juppé va rendre invisible le mouvement étudiant.

Dans les autres participations aux mobilisations sur les retraites, c'est un peu équivalent. Il y a une participation aux manifestations, des assemblées générales. Pareil pour la loi travail en 2016. Parfois il y avait du monde dans les assemblées générales et moins dans les manifs quand on sait qu'on va se faire nasser, gazer. Parfois c'est l'inverse, comme dans le mouvement actuel, où on peut avoir plus de jeunes dans les manifs intersyndicales, mais moins en AG.

Et puis il y a eu d'autres mobilisations étudiantes, dans les années 2000, sur le LMD ou la LRU⁴. Ça a été des mobilisations relativement importantes, mais qui n'ont pas été des mobilisations homogènes nationalement, parce qu'on n'avait pas non plus affaire à une réforme globale s'appliquant partout en même temps.

L'autonomie des universités pèse sur les modes d'action étudiants. Il peut y avoir des mobilisations pour l'inscription à la fac, mais finalement Parcoursup s'est appliqué, surtout dans les « filières en tension », et ça n'a pas suffi pour permettre une forte mobilisation globale. Alors que s'il y avait eu une sélection généralisée à l'entrée de toutes les filières, ou des droits d'inscription augmentés, je pense que cela aurait provoqué un mouvement beaucoup

plus important.

Il faut penser l'action à l'aune de la nouvelle organisation des facs, comme on pense la nouvelle organisation du travail. Cela vaut aussi pour le personnel. En 1986, on est porté par cette perspective qu'en faisant des études, on aura une situation bien meilleure, et qu'on veut nous en empêcher. Alors qu'actuellement, avec les reportages, ce que l'on pense savoir, les études, le chômage... c'est souvent perçu que les études ne sont plus un instrument de promotion, mais seulement de protection contre le chômage. Il y a eu une perte d'illusions. On voit que même les jeunes diplômés ont du mal à trouver du travail ou un travail qui corresponde à leurs qualifications, leurs aspirations.

Toutefois pour les couches les plus populaires, la dimension de promotion sociale existe encore. On peut d'ailleurs se poser une question, pourquoi il y a peu de mobilisations dans les lycées professionnels, les IUT ou dans des filières à recrutement plus populaires ? L'enjeu pour les jeunes qui font ces études est : est-ce que mes parents ont les moyens que je perde une année ? est-ce que j'ai les moyens de perdre des chances à aux examens ? etc. La famille a fait des sacrifices, on ne veut pas les décevoir, on est coincé. Comme pour les salariés qui ne veulent pas perdre les journées de salaire dans un contexte où on n'est pas sûr de gagner. Il y a une série de calculs individuels qui sont en jeu.

Ce qui ne veut pas dire que les jeunes étudiants et lycéens qui habitent dans les quartiers populaires sont absents dans les manifestations.

Est-ce que, par rapport à la période de 2002 et 2006, il n'y a pas actuellement une perte de confiance dans le rôle de la jeunesse dans les luttes sociales ?

Je ne sais pas si globalement les étudiants se vivent comme une force sociale. On sort d'une période de grande fragilisation, avec la pandémie, la précarité qui est devenue plus qu'une situation individuelle, un problème politique.

Les lycées sont un exemple des secteurs qui ont perdu des traditions. La





rotation est plus importante que dans les facs, la mémoire des luttes se perd rapidement, même une mémoire déformée – comme toute mémoire – qui est véhiculée par les organisations ayant une certaine implantation, et c'est justement cela qui a reculé, réapparaît ici, disparaît là.

Pour prendre un exemple, le 1^{er} mai 2018, pendant Parcoursup, il y a eu l'affaire du lycée Arago. La police entre dans le lycée où il y avait une réunion de lycéens de plusieurs établissements et arrête tout le monde. Au même moment, il y a les résultats des premiers tests de Parcoursup avec plein de gens refusés. Mais, à la manif, on n'est que quelques centaines, essentiellement des militants du coin, des profs, des parents d'élèves, quelques élèves, les organisations lycéennes. Chaque organisation lycéenne a fait des communiqués, a protesté. Mais visiblement aucune d'entre elle n'a pensé à réunir les organisations lycéennes, faire un appel commun et, constatant la faiblesse militante de chacun, planifier en commun des distributions de tracts dans une dizaine, une vingtaine de lycées pour commencer, là où il était possible de lancer des réunions, des mobilisations, et on verrait bien si cela s'étendrait ou pas, etc. Cette tradition s'est perdue.

Je crois qu'il y a dans les lycées une difficulté à retrouver des capacités d'organisation et de militantisme. Même si on a besoin de moins de papier et de tracts, il faut quand même une présence militante. Il y a plus de forces dans les facs, mais, à l'inverse, l'enseignement à distance fait qu'il y a moins de monde sur place. Et puis un autre élément, c'est une évolution des administrations, notamment universitaires, qui ne savent pas, plus, gérer. On a affaire à une technocratie. Les administrations, y compris pour des raisons juridiques, font beaucoup plus fréquemment appel à la police pour intervenir dans les facs et pour se couvrir. À la limite, pour elles, l'important ce n'est pas que la police intervienne, mais qu'ils dégagent leur responsabilité juridique en y faisant appel. Or, ça tend les situations, les plus mobilisés sont prêts à l'affrontement, mais ne sont pas forcément suivis par la masse.

Je crois que, dans la situation actuelle, on a une crise plus importante de la représentation syndicale, mais en même

temps on voit moins de discours anti-syndicaux. L'intersyndicale dans la mobilisation actuelle montre une utilité. Même ceux qui critiquent parlent d'un autre syndicalisme. Ce n'est plus le rejet du syndical, c'est la recherche de la meilleure stratégie syndicale. C'est tout de même à partir de là qu'il faut rebâtir.

Peux-tu donner quelques pistes sur l'évolution des organisations de jeunesse ?

Je parle plutôt des organisations étudiantes et lycéennes plus que de jeunesse en général. La situation actuelle, est grosso modo un champ où il y a la Fage, qui a réussi à s'imposer, par une stratégie de construction et d'organisation au cours des dernières années, comme un syndicat, terme qu'elle ne refuse plus contrairement à une quinzaine d'années. Elle représente, sur le plan institutionnel, environ la moitié des sièges. Sa force ne réside pas essentiellement dans son appareil national, mais plutôt par ses implantations au travers d'associations diverses et variées de sociabilité étudiante. Elle ressemble un peu à l'Unef des années 1950, et même du début des années 1960, et connaît d'ailleurs de vrais débats sociaux, politiques.

D'un autre côté, il y a un espace qui se caractérise comme plus à gauche et qui a pendant un temps été polarisé par l'Unef. Alors là, il y a un éclatement, avec l'UNEF, l'Alternative devenue l'Union étudiante, Solidaires étudiants, la Fédération syndicale étudiante, et même des syndicats CGT étudiants et lycéens.

Est-ce que cet espace pourrait se structurer par des relations unitaires, et comment ? Qu'ont-ils de différent à dire que la Fage par rapport à des revendications ? La mobilisation actuelle pourrait être une occasion de discussions, mais pour l'instant, c'est la concurrence qui domine. On assiste à une multiplication, avec d'un côté la dimension de division, d'éclatement, la difficulté à sortir des habitudes ou habitus d'organisations pour envisager un regroupement, et d'un autre côté l'existence de plein de collectifs qui se pensent comme syndicaux. Je ne pense pas qu'une force puisse supplanter définitivement les autres par le seul jeu des rapports de forces, parce que le milieu étudiant est un milieu qui se renouvelle, les structures ont leurs

propres pesanteurs, et il y a une réinvention permanente, des renaissances cycliques.

Pourrait-il y avoir des regroupements ? La garantie du succès de regroupements réside en deux choses : il faut à la fois une volonté commune des personnes qui dirigent les organisations et quelque chose qui se transforme à la base, à l'occasion de mobilisations. On peut faire un parallèle avec Grenoble en 1946. On a alors une très forte division entre organisations, avec l'UJRF, la JEC, l'Unef⁵ – pas en bonne forme – et d'autres groupes. On a des gens issus de la Résistance, comme Paul Bouchet, qui ont eu une expérience commune et ils tentent de mettre en place quelque chose qui était improbable, et ils se rassemblent dans le cadre de la vieille Unef, pour en faire un pôle revendicatif, tandis que chacun vit sa vie comme organisation politique, confessionnelle, culturelle, etc.

1968 aurait pu être un de ces moments de reconstruction sur la base des comités d'action. C'est tenté. Mais les divergences étaient trop grandes entre les différents groupes, il n'y avait pas cette volonté commune. La préoccupation de l'époque c'était la classe ouvrière, pas le monde étudiant considéré comme secondaire, petit-bourgeois.

On assiste pour l'instant à des restructurations dans le syndicalisme étudiant, les choses vont bouger, on va voir ce qui se passe dans le champ institutionnel, avec les élections au CNESER. Mais on n'a pas encore la volonté commune qui s'appuie sur une dynamique à la base. Voilà, le poids des appareils et des conservatismes d'organisation domine encore, mais rien n'est définitif dans le mouvement étudiant d'autant que le besoin de sociabilité et d'action collective est bien présent. □

1) Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants. www.germe-inform.fr. Il édite Les Cahiers du Germe, et des livres dans la collection Germe chez Syllepse, <https://www.eyrolles.com/Entreprise/Collection/12490/germe/>

2) La Cé avait été créée en 2005 avec le soutien de la CFDT.

3) Union nationale universitaire, organisation de droite extrême dans les universités.

4) LMD pour « licence, master, doctorat », pour harmoniser avec les systèmes européens à Bac+3, bac+5, bac+8, loi votée en 2002. LRU : pour « libertés et responsabilités des universités » votée en 2007.

5) Union des jeunesses républicaines de France, devenue Jeunesses communistes, Jeunesse étudiante chrétienne. Voir Robi Morder, Naissance d'un syndicalisme étudiant : 1946, la charte de Grenoble, Paris, Syllepse, 2006.

Le RN essaie de se renforcer sur la colère contre Macron

PAR LA COMMISSION NATIONALE ANTIFASCISTE DU NPA

Dégradation de locaux, manifestations contre les migrants, menaces... les extrêmes droites font toujours parler d'elle, y compris en plein mouvement social. Le Rassemblement national (RN) est même montré comme un débouché politique de la mobilisation. De quoi est réellement faite la menace des extrêmes droites, au-delà des formules toutes faites sur « l'extrême droite en embuscade » ou la « montée en flèche des violences fascistes ». Le mouvement pour les retraites est une occasion pratique de dévoiler le projet antisocial du Rassemblement national (RN). C'est aussi l'occasion de pointer les faiblesses du mouvement ouvrier sur la question des extrêmes droites.

Le RN se réjouit de l'image positive de Marine Le Pen dans de récents sondages. Mais pourquoi constaterait-on l'inverse ? Ces sondages n'interrogent pas la lutte immédiate pour les retraites. Leurs questions portent sur les présidentielles. Or, depuis deux élections, Marine Le Pen se maintient au second tour. Le RN a explosé ses espérances avec un groupe parlementaire jamais vu. Après avoir axé sa campagne sur le « pouvoir d'achat », Marine Le Pen se pose en opposante principale à la relative majorité macronienne. Que l'audience de Marine Le Pen pour les présidentielles recule mécaniquement et brusquement avec l'émergence d'un mouvement social serait improbable.

LE « BLOC DE SOUCHE »

Un sondage IFOP, réalisé les 28 et 29 mars auprès de 1 000 personnes, confirme son statut de candidate sérieuse : « proche des préoccupations des français », « attachée aux valeurs démocratiques », avec une « stature présidentielle », « compétente » et « capable de réformer le pays ». Cette image positive est majoritaire à la fois chez les chômeurs/ses, les dirigeantEs d'entreprises et les salariéEs du privé. Un autre sondage de l'IFOP effectués sur 1 000 personnes, les 30 et 31

mars, donne une intention de vote pour Marine Le Pen équivalente à celle d'octobre 2022. Un sondage ELABE interroge 1 800 personnes entre les 3 et 5 avril, sur leur vote au premier et au second tour si la présidentielle de 2022 avait lieu de nouveau. Marine Le Pen reste à quelque 30 % au premier tour puis est donnée victorieuse au second tour. Ces sondages sont à considérer avec toute la prudence nécessaire. Ils donnent malgré tout des éléments. La candidate Marine Le Pen n'est pas affaiblie par le mouvement social, y compris sur sa base populaire. Mais l'opposante n'est pas portée par un raz-de-marée, alors qu'une mobilisation sociale est en cours.

La stratégie du RN, y compris dans cette séquence sociale, est largement basée sur les mouvements d'opinion. Depuis 2016, Marine Le Pen sollicite les conseils de Jérôme Sainte-Marie, ancien de BVA et Harris, aujourd'hui à la tête d'une boîte de sondage, Polling vox. Jordan Bardella lui a confié une prestation pour créer l'« école théorique » destinée à transmettre une doctrine aux militants. Jérôme Sainte-Marie n'est pas le premier conseiller, plus ou moins officiel, venu de l'extérieur du parti pour alimenter le cercle dirigeant autour de Marine Le Pen. Son rôle dans cette école visant à

« promouvoir une nouvelle élite issue du peuple » (Jordan Bardella) laisse entendre que la relation est étroite. En matière d'analyse sociale, le RN se nourrit largement de son apport. Auteur de *Bloc contre bloc, la dynamique du Macronisme*, en 2019, un « bouquin vraiment intelligent » selon Marine Le Pen, il réitère avec *Bloc populaire, une subversion électorale achevée*, en 2021. Jérôme Sainte-Marie s'intéresse aux soutiens politiques et électoraux d'Emmanuel Macron. Ceux que Marine Le Pen définissait, pour la revue *Éléments* en novembre 2022, comme les « patriciens d'aujourd'hui [...] davantage une oligarchie qu'une élite », une « caste [...] qui ne croit plus en la France et envisage avec mépris et condescendance le patriotisme qui anime tant de Français de tout milieu », composent pour Jérôme Sainte-Marie un « bloc élitaire ». Sainte-Marie fait remonter son émergence au pacte de responsabilité, véritable cadeau de Hollande et Valls au patronat en 2014. Selon Sainte-Marie, les sociaux-libéraux mettent ainsi fin au cli-vage droite-gauche.

Inspiré par un « gramscisme », Jérôme





Sainte-Marie voit les Gilets jaunes comme l'émergence d'un « bloc populaire ». Ce mouvement dialectique face au « bloc élitaire » serait une réaction spontanée à la « crise du consentement ». Jérôme Sainte-Marie lui donne des contours de classes : ouvriers, employés, travailleurs indépendants et jusqu'aux artisans, commerçants, et petits patrons, qui tous partageraient une certaine unité dans la sphère de la production. Les traits idéologiques majeurs du « bloc populaire » seraient son souverainisme, sa crainte de l'immigration et son rejet du « progressisme » de Macron. Jérôme Sainte-Marie reconnaît que ce bloc reste « une possibilité » dans son expression politique. Mais il a déjà décelé un processus de traduction électorale en direction de Marine Le Pen. Au milieu de ses pourcentages, Sainte-Marie confond un peu la part des catégories populaires dans le vote pour Marine Le Pen à la part du vote pour Marine Le Pen dans les catégories populaires. Bien qu'il prétende s'en tenir à une stricte analyse « de classe » et se distinguer des approches géographique (Christophe Guilluy) et identitaire (Patrick Buisson), en vogue aux extrêmes droites, Jérôme Sainte-Marie réduit le « bloc populaire » à un bloc « de souche » et l'enferme dans des réflexes réactionnaires et xénophobes. Comme beaucoup de commentateurs, il avalise l'idée que « la » « gauche » ne s'intéresse plus à la question du travail et n'a plus rien à dire aux salariéEs. Partant du constat réel d'une certaine trahison sociale-libérale, les contempteurs de la « gauche » cherchent surtout à délégitimer les courants qui articulent toutes les formes d'oppressions, sans abandonner la centralité de l'appropriation du surproduit social.

Bref, le RN est tout désigné pour incarner politiquement ce soi-disant « bloc populaire », taillé pour lui. Sainte-Marie se propose donc, contre rémunération, d'aider le RN à parachever cette incarnation.

Il lui reste à trouver comment dépasser une contradiction majeure, qu'il a lui-même repérée : le « bloc populaire » mû par un réflexe de classe (en soi) se tournerait vers une organisation politique nationaliste qui nie la lutte de classe. Jérôme Sainte-Marie parle alors d'un « vote de classe non désiré ». Commentant l'un de ses sondages pour la revue *Éléments*, au sujet de la protestation et de la désobéissance, il indique : « *parmi ceux du Rassemblement national [les sympathisants], la propension à la contestation est moindre ; comme si en attendant leur éventuelle victoire au niveau national, ils se faisaient moins d'illusion sur l'usage des modes protestataires* ».

DILUER LES QUESTIONS SOCIALES DANS LE NATIONALISME

L'attitude actuelle du RN peut être analysée à partir de ces éléments. Sa logique

et cherché à ne pas se couper des manifestantEs et des grévistes. Marine Le Pen a besoin de s'appuyer sur des foules, pour justifier son assise populaire. Cependant l'épreuve de force émanant des salariéEs n'est vue au RN que par le biais des difficultés engendrées par un arrêt de l'économie. Ce rapport démagogique aux mobilisations l'amène très vite à rejoindre le parti de l'ordre, face au risque de transcroissance du mouvement. Si ses militantEs et cadres ont été invisibles dans les manifestations, le RN n'a pas pour autant réduit son activité militante, en parallèle de la mobilisation, avec une campagne sous le mot d'ordre « où va notre argent ? », pour dénoncer beaucoup de choses : les taxes et le « *racket fiscal* », le financement de l'UE, le coût de l'immigration, les salaires qui stagnent, l'effondrement des services public et... la retraite à 64 ans.



Paris, 30 mars 2023, manifestation des étudiants contre les actions d'intimidation de groupes fascistes. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

de prise du pouvoir est strictement institutionnelle et électoraliste. La séquence de mobilisation sociale est un exercice pratique pour affirmer son opposition forte et déterminée... mais raisonnablement parlementaire. Le RN désarme la mobilisation : il n'est pas en mesure de proposer des réponses immédiates, ni aucune perspective aux salariéEs qui contestent la réforme des retraites, sinon l'adhésion, immédiate, et le vote, en 2027. Dans son appel, Jordan Bardella indiquait le 22 mars que la bataille était déjà pliée : « *il vous reste entre les mains les armes les plus fortes et les plus puissantes : votre vote et votre engagement* ». Le RN n'a pas contribué à construire ce mouvement social. Mais il l'a approuvé

En 2020, la presse se faisait écho de cadres du RN jugeant que Marine Le Pen devait abandonner le fétiche des 60 ans. En 2022, Marine Le Pen revient sur la mesure « phare » de son programme social, sans avoir l'air de rompre avec une mesure populaire. Le RN propose désormais un système d'augmentation progressive en fonction de l'âge d'entrée dans la

vie active, où le départ à 60 ans, avec 40 annuités, se limite aux débuts de carrière avant 20 ans. Bien que le RN ajoute une mesure d'indexation sur l'inflation, le rétablissement de la demi-part fiscale pour les veufs et veuves et fixe un plancher pour les pensions et allocation de solidarité à 1000 €, il ne propose sur le fond ni une réforme majeure, ni une mesure de progrès, ni une solution pérenne. Le financement est renvoyé à la lutte « *contre les fraudes de l'immigration, l'assistanat, l'évasion fiscale* ». Le volume des cotisations se résout par la natalité et le fait de « *privilégier l'activité [...] à la poursuite d'étude supérieure* » en confiant la formation des jeunes aux entreprises. Comme l'ensemble des extrême droites,

pour ou contre l'allongement de la durée de cotisation, le RN avance les mêmes solutions : politique familiale, lutte contre l'immigration et réindustrialisation. Salaire socialisé... L'expression est inconnue au RN. Travailler moins, travailler mieux, travailler touTEs : dérouler les mesures derrière ce simple slogan revient à fragmenter le vernis social du RN. Qu'elles soient favorables ou pas à cette réforme, les extrêmes droites ont tendance à chercher d'autres raisons à la colère sociale, pour diluer la question spécifique des retraites, des salaires et du temps de travail.

D'autres courants d'extrême droite manifestent aussi leur opposition : Cocarde étudiante, très proche des positions du RN ; Action française, qui suit le « pays réel » ; ou groupes locaux inspirés par le nationalisme-révolutionnaire et le catholicisme social, plus ou moins organisés en réseaux. Malgré leurs illusions, aucune organisation d'extrême droite n'aurait la capacité d'orienter à la base un mouvement social. Ces courants, animés par de jeunes nationalistes souvent proches de la nébuleuse violente, sont à l'affût des opportunités, comme les actions rappelant celles des Gilets jaunes, hors des cadres habituels politiques ou syndicaux. C'est dans ce contexte que peuvent subvenir des cas de violences.

Un mouvement social exacerbe les velléités agressives de cette nébuleuse jeune et violente. Elles se manifestent déjà, selon les villes, à des niveaux de violences variables et impliquant des effectifs mouvants. La carte des attaques sérieuses contre la mobilisation des retraites correspond à celle des villes, déjà connues pour abriter des noyaux de jeunes nervis. Milieu jeune propice aux confrontations violentes, cristallisées par la question des blocages, les universités sont le siège de tensions classiques entre bloqueurs et anti-bloqueurs, mais aussi d'actions opportunistes de la nébuleuse violente, aimantée par toute apparition de gauche et « antifa ». Il ne s'agit cependant pas d'une offensive organisée à l'échelle du pays. Mais leur prise de confiance ne peut qu'amplifier le bruit de fond actuel des violences d'extrême droite.

COMBATTRE LE RENFORCEMENT DU RN

Chacun avec leurs méthodes, sans liens structurels, toutes les organisations d'extrême droite visent à délégitimer voire chasser la « gauche ». S'ils

manifestent leur rejet de la réforme, ces courants nationalistes interviennent largement en extériorité à la mobilisation. Les extrêmes droites, RN y compris, n'ont pas les capacités militantes à imbiber une mobilisation sociale. En revanche leurs idées continuent de percoler. Les commentateurs politiques tiennent pour acquis que Marine Le Pen tirera profit du mouvement social. Certes, le RN peut surfer sur un mouvement massif, surtout si l'onde s'amenuise. Une fois la mobilisation éteinte, les salariéEs, nourri des luttes menées, retrouveront-ils leurs réflexes réactionnaires ou seront-ils séduit par Marine Le Pen ?

Électoraliste, le projet à court terme de Marine Le Pen reste celui d'une politicienne démagogue : rassurer sur sa crédibilité institutionnelle pour accéder au pouvoir. L'objectif du RN, assené depuis le second tour de 2022, est sa « conquête du pouvoir ». Outre son affichage en parti de gouvernement, le RN a de plus en plus la prétention d'être un parti de masse. En mars 2023, il revendique 40 000 adhérents et plus de 1 000 élus entre les collectivités locales, le parlement européen et l'Assemblée. « Depuis l'été 2022, nous avons gagné un tiers d'adhérents en plus et de nouveaux profils qui viennent enrichir la base du RN, mais qui ont aussi une demande : la formation politique et intellectuelle [...]. Le Rassemblement national doit plus que jamais occuper l'espace de la bataille culturelle, l'espace métapolitique, et prendre toute sa place dans ce combat » affirme Jordan Bardella au lancement de sa nouvelle école de formation. Le nombre d'adhérents et de cadres, même pléthoriques et bénéficiant d'une « rétribution symbolique du militantisme » ne suffira cependant pas à constituer un « parti de masse », sans relais profonds dans la société civile.

La capitalisation électorale de Marine Le Pen sur la colère sociale n'est pas assurée. Mais le mouvement ouvrier ne doit pas attendre, passif, qu'une issue favorable se dessine. Se pose alors la question des contours d'une campagne permanente, offensive et adaptée. Quelques pistes méritent d'être réfléchies. La nébuleuse violente, cantonnée à une sphère très jeune, parfois en germe et non mature politiquement, doit être traitée d'un point de vue technique. Se pose ici la question cruciale de l'autodéfense, pensée collective, débarrassée du folklore des gros

bras, mais discrète et convaincante. À plus long terme, contrer le développement des groupes locaux et leur potentielle influence dans la jeunesse, nécessite d'intervenir sur le terrain social et (contre-)culturel. Au-delà de la fermeture des locaux fascistes, c'est l'ouverture de deux, trois... de nombreux espaces de socialisation que le mouvement ouvrier doit avoir comme mot d'ordre. Concernant le RN, l'urgence est de briser sa prétention à incarner politiquement un soi-disant « bloc populaire », en fracturant la prétendue unité idéologique de ce bloc et en semant le doute dans la base populaire de Marine Le Pen ; marteler que le RN n'est pas utile, voire néfaste, pour s'opposer efficacement à la politique anti-sociale du gouvernement ; démontrer que son discours social est une supercherie. La deuxième urgence est de dévoiler la dangerosité de son projet, indissociablement lié à des visées xénophobes, basé sur la préservation d'une illusoire unité nationale, apaisée par la collaboration de classe... mais maintenue par un exercice autoritaire et répressif du pouvoir.

Aucune organisation n'est en mesure, seule, de s'atteler à ces tâches. La lutte contre les extrêmes droites nécessite des pratiques unitaires. Unitaires mais non pas homogènes et nivelées sur le plus petit dénominateur commun. Les cadres unitaires collectifs sont à construire comme des espaces ouverts et démocratiques de débats et de polémiques. C'est la condition pour élaborer les solutions pour faire reculer les extrêmes droites. Les éléments de bataille idéologique contre les extrêmes droites recoupent les débats qui traversent nos organisations. En s'adressant à la fraction égarée de la classe, ces cadres unitaires sont aussi des espaces pour réfuter les tentations qui accréditent l'idée d'une cohérence idéologique du soi-disant « bloc populaire » autour de réflexes réactionnaires. Partout la preuve de l'inefficacité et de la dangerosité du RN doit être faite. La lutte contre les extrêmes droites doit innover tous les secteurs de lutte, y compris – et surtout ! – non spécifiquement concernés par elles : l'écologie, l'alimentation, les transports, le logement, le syndicalisme, etc. Ces cadres collectifs nécessitent enfin d'être alimentés par une analyse, nuancée et fine des extrêmes droites, afin de ne pas céder à une quelconque panique morale, ni se perdre dans une agitation inefficace. □

« C'est nous qui décidons » : grève, syndicat et auto-organisation

PAR THÉO ROUMIER

Depuis le 19 janvier, nous vivons ce qu'on a coutume d'appeler désormais « un grand mouvement social ». Il combine bien sûr plusieurs aspects de ceux qui l'ont précédé depuis 1995 : le blocage des flux économiques ; les grèves dans les transports et les raffineries comme points de ralliement, auxquelles s'est ajoutée celle du secteur des déchets ; la participation de la jeunesse scolarisée (jusqu'aux collégienNEs de Montreuil¹ !)...

Mais l'auto-organisation est cette fois-ci globalement restée en jachère. Non pas qu'elle ait été totalement absente. Il ne serait pas correct de soutenir cette idée, pour les travailleuses et les travailleurs qui se sont quand même réunis, ont débattu, échangé, voté et décidé ensemble de la grève qu'elles et ils menaient. Parfois dans de petites entreprises, de petits services. Et sous des « formats » ne relevant pas nécessairement de l'Assemblée générale consacrée. Ce pouvait être en heure d'information syndicale pour le secteur public, et pas nécessairement le jour dit de la grève, ou bien encore en salle de pause, à la cantine... Même à l'occasion des manifestations, dans les cortèges de boîte, de gare, de service, d'établissement ou d'école où, entre les slogans, on se compte, on discute, on se donne rendez-vous. Cela a existé et il faut en tenir compte, le mettre au compte de ce qu'il y a de positif dans cette lutte.

Malgré tout, la responsabilité des révolutionnaires – à défaut d'avoir la vérité toute prête en poche – est au moins de ne pas se mentir. Et si l'on regarde un peu honnêtement la situation telle que nous la traversons depuis la fin janvier, on voit clairement que ce mouvement repose avant toute chose sur la force

des démonstrations de rues, le calendrier de l'intersyndicale nationale, unie comme jamais, rythmant le mouvement. Mais si la même intersyndicale nationale a pu annoncer avoir rassemblé plus de 3 millions de personnes en manifestation le 23 mars dernier, combien de ces manifestantEs ont pris part à des AG en bonne et due forme ? Ce qui remonte des équipes syndicales de l'éducation, du rail, des finances, de l'industrie... le confirme : l'auto-organisation n'était pas au niveau du précédent mouvement de 2019 et a même connu ses plus bas étiages. Nous sommes loin, très loin, d'une éclosion de soviets.

Dans la jeunesse scolarisée, les blocages de lycées et d'universités – parfois avec des effectifs étroits – ont peut-être trop souvent supplanté les réunions de lycéenNEs et d'étudiantEs dans les foyers et les amphis. L'absence de mouvements auto-organisés dans la jeunesse depuis malheureusement plusieurs années maintenant a d'ailleurs contribué à la déperdition des pratiques assembléistes.

On ne peut pas non plus écarter l'impact qu'a pu avoir la crise pandémique et ce qu'elle a charrié de « distanciation sociale ». C'est effectivement le premier « grand mouvement social » depuis l'irruption du Covid dans nos

vies. On a ainsi vu des heures d'information syndicale se tenir en visio, des participantEs aux cortèges venir sur leur temps de télétravail... il reste à plus et mieux mesurer cet aspect, à le réfléchir de manière plus approfondie. De même que l'impact de la structuration aux moyens des réseaux sociaux, le choix d'actions directes « à la carte »... Actions qui sont par ailleurs le fruit d'une organisation collective menée de main de maître, au service du mouvement ! On peut penser aux opérations de péages gratuits, aux soutiens aux piquets de grève des déchetteries, à l'occupation de lieux symboliques comme la pyramide du Louvre, l'Arc de Triomphe... ou à l'envahissement du siège de Black Rock.

AVEC LES GRÉVISTES, AVEC LES SYNDICATS

Pour ce que nous maîtrisons mieux, on peut être tenté de dire qu'il y a toutefois eu mobilisation des organisations syndicales et que le syndicat, après tout, c'est déjà une forme d'organisation autonome de classe : ce qui n'est pas faux. Et, là encore, on serait bien mal inspiré de négliger la mobilisation des équipes syndicales qui ont multiplié les tournées sur les lieux de travail, diffusé les analyses, expliqué, décrypté la réalité des contre-réformes,

contribuant à combattre les menaces du pouvoir. Mais ces équipes syndicales sont ce qu'elles sont, tributaires de leurs forces comme de leurs faiblesses : (et) le nombre de syndiqués aura été un frein objectif aux tâches de mobilisation.

L'enjeu est là, devant nous : (re) construire des outils syndicaux qui soient le tissu, le maillage de la grève générale de demain.

Oui, les organisations syndicales restent les principales forces capables d'engager des mobilisations de masse dans ce pays. Pour autant, lorsque le 7 mars elles ont appelé très clairement à mettre le pays à l'arrêt, ça n'a pas été le cas. C'est par ailleurs ce qui rend assez inopérantes les explications des courants militants arc-boutés sur des mantras du type « c'est la faute des directions syndicales » pour s'auto-présenter, au passage, comme « directions de rechange ». Ce qui ne résout en rien notre problème.

Une des options, dans une situation d'auto-organisation faible sur les lieux de travail, peut être de vouloir le contourner au moyen des AG inter-professionnelles. Mais ce type de structure n'est forte que s'il y a tout de même des fractions significatives de grévistes en reconductible sur un territoire donné, et si elle a une forme de représentativité. L'exemple du Comité unitaire d'organisation de la grève à Rouen en 1995 est intéressant sur ce point². En 2003 également, les AG inter-professionnelles pouvaient aller dans ce sens. Mais on ne peut pas faire l'impasse sur le premier maillon de la chaîne : étendre et renforcer la grève le plus possible dans le plus de secteurs possible.

Une autre possibilité encore est celle de tenter de structurer des réseaux inter-syndicaux « de base ». C'est ce qu'ont tenté successivement « On bloque tout³ » en 2016, le Front social en 2017, et récemment le Réseau pour la grève générale. Il faut regarder clairement et lucidement s'ils permettent réellement d'amplifier et de renforcer l'auto-organisation. La visite de soutien aux grévistes de la raffinerie de Gonfreville organisée par le Réseau pour la grève générale par exemple, à laquelle ont participé l'actrice Adèle Haenel et le rappeur Médine, a certainement fait chaud au cœur des grévistes. Et la propagande pour la grève a été à cette occasion utile. Ça compte. Mais là encore,

l'enjeu de l'auto-organisation demeure entier.

POLITIQUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Mais après tout, est-ce si problématique cette faiblesse des AG ? N'a-t-on pas eu des manifestations monstres, un mouvement déjà historique (qui bat toujours son plein à l'heure où ces lignes sont écrites) ? Une macronie fragilisée, à l'os, qui met à nu sa domination et son arbitraire en recourant à la répression la plus crue comme en mobilisant les artifices les plus antidémocratiques de la constitution de la V^e République ?

Sans nier pour autant l'importance de ce que nous traversons (et qui sera d'autant plus déterminant si la victoire est au bout du combat), on ne peut pas laisser cette question de côté. Car l'enjeu de l'auto-organisation la plus généralisée qui soit est justement de dépasser le cadre des seuls effectifs syndiqués, pour lui permettre de remplir deux rôles – pratique et politique – s'alimentant l'un l'autre.

Pratique, car en permettant d'ancrer la grève au plus près des lieux de travail, et même de vie, comme en les réunissant plus largement, elle permet aux grévistes de décider, et de décider entièrement. « *C'est nous qui travaillons, alors c'est nous qui décidons* » a-t-on pu entendre scander en manifestation. L'auto-organisation permet de plus amplement et plus consciemment « faire classe ». Ce que permet en effet l'auto-organisation, c'est de « faire classe » plus amplement et plus consciemment. De prendre le pouvoir sur sa mobilisation pour se l'approprier, la partager plus largement, et ainsi lui donner les moyens d'être reconduite et généralisée. De basculer dans le temps et l'espace de la grève, de faire un pas de côté avec l'ordre du monde comme il va.

Puisque nous sommes dans les colonnes de *l'Anticapitaliste*, citons à ce sujet Ernest Mandel : « *C'est dans l'organisation que se donnent les travailleurs pour mener le combat avec le maximum de chances de succès qu'éclate le plus nettement ce "contre-pouvoir" embryonnaire produit par la grève.* » Et d'ajouter que, pour la ou le gréviste, la participation active à son organisation « *commence à lever le poids des différentes "autorités" qui l'écrasent dans la vie quotidienne* », de celles qui

sont appuyées « *par le Capital, les "lois du marché", les machines, les contre-maîtres et cent autres "fatalités"* ». »

C'est parce que cette dimension de contre-pouvoir existe que l'auto-organisation revêt un aspect politique fondamental. L'enjeu en est la construction de la rupture anticapitaliste. Et tout ce qui renforce la passivité et la délégation la fragilise. Les courants politiques acquis aux logiques hégémoniques, même au sein de notre camp, n'ont pas nécessairement cette préoccupation. C'est ce qui rend la question aussi aigüe.

Nous savons que le dédagisme (« *Macron, dégage !* »), même s'il est un élément de la mobilisation, ne fait pas un programme, et encore moins une alternative : et puis quoi après ? À ce stade, un gouvernement de gauche, composé autour de l'axe Nupes, arriverait au pouvoir sur le fil, et la bourgeoisie ne lui laisserait certainement que peu de latitude. Sans aucune hésitation, un tel gouvernement vaudrait mieux que celui d'une extrême droite clairement en embuscade. Mais ses contradictions seraient mises à l'épreuve avec rudesse et le péril en serait redoublé. Pour être un « gouvernement des travailleurSEs » – et un possible rempart –, il ne faudrait pas seulement qu'il en fasse la preuve. Il faudrait que les classes populaires interviennent directement et politiquement en ce sens, avec la perspective affichée d'engager la rupture plus avant. Où l'on retombe sur la nécessité de l'auto-organisation avec l'impératif d'en reconstruire dès maintenant le sens et d'en redonner le goût. En ce qui nous concerne, cela veut dire en préparer les conditions, et assumer d'être des militantEs de l'auto-organisation pour être des militantEs du socialisme. □

***Théo Roumier est blablaba**

1) Elsa Collonges, « *Actions, grèves, blocages... mobilisés pour gagner* », *l'Anticapitaliste*, n°656, 6 avril 2023.

2) Christine Poupin, « *1995 : l'organisation démocratique reste la condition d'une mobilisation solide et durable* », propos recueillis par Fabienne Dolet, *l'Anticapitaliste*, n°652, 9 mars 2023.

3) « *Retour sur "On bloque tout !"* », *Les Utopiques*, n°6, novembre 2017.

4) Ernest Mandel, *Contrôle ouvrier, conseils ouvrier, autogestion*, collection *Livres Rouges*, François Maspero, 1970.

Faire du mouvement une force politique

PAR LÉON CRÉMIEUX

À l'évidence, le pays traverse une crise sociale et une crise démocratique. On peut même dire raisonnablement que ces deux crises traduisent de fait une crise de régime, c'est-à-dire une incapacité de la classe dominante, la classe capitaliste, de continuer à exercer le pouvoir de manière normale en s'appuyant sur les institutions politiques actuelles.

Cela ne signifie pas que nous sommes entrés dans une crise révolutionnaire, même pas pré-révolutionnaire, mais dans une phase d'instabilité sociale et politique dont on ne peut guère présager l'issue. En tant que telle, elle pose une série de questions politiques, de paradoxes.

UNE RÉVOLTE GLOBALE

Le rejet massif du report à 64 ans de l'âge de départ à la retraite, avec une loi imposée par plusieurs diktats institutionnels dont le 49.3, la mobilisation populaire prolongée d'une ampleur sans doute inédite par sa profondeur sont des manifestations évidentes de la crise sociale. Manifestations, car ce mouvement, autour de la question des 64 ans, cristallise une crise plus profonde. Les classes populaires sont attaquées depuis plusieurs mois par les conséquences de l'inflation, la hausse du coût de la vie en général, au premier lieu l'alimentation et l'énergie, les effets du Covid. À cela s'ajoutent des attaques de plus long terme qui ont entraîné la misère du système de santé publique, de celui du logement public, des difficultés de la vie quotidienne, avec de faibles revenus, des problèmes d'emploi stable, de transport, de prise en charge de la scolarité des enfants, de la prise en charge de ses anciens. Toutes ces difficultés se vivent tout autant dans les quartiers populaires que dans les petites villes périphériques.

Elles traduisent toutes la volonté du capital de réduire davantage la part de la valeur ajoutée consacrée aux classes populaires, directement par les salaires, indirectement par les prélèvements obligatoires et la redistribution. Toutes ces préoccupations de la vie quotidienne se

retrouvent dans les cortèges des manifestations depuis janvier même si les retraites sont le point de cristallisation et la base unique de l'action intersyndicale. La massivité, la constance du rejet de la loi de Macron ne peuvent pas se comprendre sans prendre en compte l'ensemble des colères qui se retrouvent dans le mouvement actuel. Ce sont donc, de manière générale, toutes les conditions de vie des classes populaires qui déterminent la popularité sans faille du soutien aux grèves et aux manifestations et même aux blocages, aux grèves reconductibles pour faire gagner le mouvement.

L'isolement politique de Macron correspond évidemment à cette réalité sociale tant il est le représentant d'une société où les richesses produites sont captées pour le profit de la classe capitaliste, dont la richesse, à travers les sociétés qu'elle possède ou à travers les autres biens, n'a cessé de s'accroître ces dernières années. 5% des ménages possèdent 95% du patrimoine industriel. Macron ne trouve un appui tout relatif, outre la classe capitaliste elle-même, que dans une partie des couches supérieures du salariat, de l'encadrement, des professions libérales — en gros les catégories qui lient leur prospérité au système capitaliste, qui n'ont guère souffert du Covid, sont peu attaquées dans leur niveau de vie par l'inflation et ne craignent en rien le passage à 64 ans de l'âge de départ à la retraite.

Le clivage sur la question des retraites est à l'évidence un clivage de classe : il rassemble celles et ceux qui ne peuvent vivre que de leur salaire ou des revenus sociaux et subissent les attaques contre la protection sociale et l'ensemble des systèmes de redistribution.

L'EXPRESSION POLITIQUE DU MOUVEMENT EST LIMITÉE PAR L'INTERSYNDICALE

On peut dire que l'unité rassemblée autour de l'intersyndicale nationale depuis janvier a permis la construction du mouvement, sa vigueur, notamment dans des petites villes d'habitude moins mobilisées dans des mouvements sociaux. Mais cette intersyndicale, si elle a rassemblé jusqu'à aujourd'hui l'ensemble des syndicats s'est volontairement limitée, pour maintenir son unité, à l'exigence du retrait de la mesure des 64 ans, seule base commune. On pourrait donc dire que dans le pays s'est construit un front unique général, complet, des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, traduisant et renforçant la force du mouvement.

Mais chacun comprend aussi que cette autolimitation obligée de la base intersyndicale (n'oublions pas que la CFDT a soutenu la réforme Touraine de 2014 et le passage progressif aux 43 annuités) fait que ce mouvement ne prend pas la place politique qui, objectivement, correspond à sa profondeur, à sa radicalisation. Ce n'est pas que celles et ceux qui manifestent, les militantEs des grèves et des blocages, les participantEs aux centaines de manifestations, n'expriment pas toutes les exigences qui sous-tendent ce mouvement, mais bien que l'autolimitation de l'intersyndicale affaiblit, limite son passage à un stade politique.

Objectivement, le mouvement conteste le pouvoir, l'organisation de la société par les partis et la classe capitaliste, met en avant les principales exigences sociales. Il affaiblit l'hégémonie intellectuelle et politique de la classe dominante, qui a

perdu la bataille sur la question de sa réforme (même si elle arrive demain à l'imposer) mais le mouvement ne produit pas sa propre expression politique pour avancer dans son ensemble une autre politique, d'autres choix sociaux au profit des classes laborieuses. En cela on peut dire que le contenu d'exigences de l'intersyndicale n'est pas l'émanation du niveau de conscience, mais est bien en retard sur lui ; par contre le mouvement n'a pas la force de créer ses propres structures, à même de bousculer l'intersyndicale.

RÉALISER L'UNITÉ DES EXPLOITÉ·E·S

Les marxistes révolutionnaires et le mouvement ouvrier du siècle dernier ont été de nombreuses fois confrontés à des situations similaires, souvent au cœur d'affrontements d'un autre niveau, dans des crises révolutionnaires ou pré-révolutionnaires. L'élaboration, par l'Internationale communiste de la tactique de front unique et la mise en avant du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » lors des 3^e et 4^e congrès en 1920/1921 traduisaient cette préoccupation.

La tactique de front unique doit permettre la mise en mouvement dans l'unité la plus large des exploités. Cela ne veut pas dire l'addition arithmétique des syndicats et des partis, mais la mise en mouvement permettant la mobilisation, à partir des besoins fondamentaux et, par l'action collective, la lutte, l'avancée de la prise de conscience, la remise en cause de l'hégémonie capitaliste. En cela, l'alliance, dans la réalisation du front unique avec des organisations réformistes liées matériellement et idéologiquement à la politique néolibérale capitaliste est, paradoxalement, nécessaire pour réaliser l'unité, mais cela ne doit pas se faire au détriment de l'action elle-même. « *Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte de classes mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont des problèmes absolument différents, parfois même contradictoires* » explique Léon Trotski dans *Comment vaincre le fascisme ?*

Dans le début des années 1920, au cœur de situations de crises, le problème auquel étaient confrontés les communistes était celui de la coexistence avec d'importants partis sociaux-démocrates, dans plusieurs pays capitalistes avancés, notamment en Allemagne, et d'élaborer une politique révolutionnaire. Le but était bien de créer un mouvement, un processus qui mette en mouvement et, partant

de luttes sur les revendications, unisse les exploités et amène à un affrontement révolutionnaire. La situation était paradoxale de chercher à s'unifier avec des partis sociaux-démocrates avec qui les communistes venaient de se séparer au cours de la guerre de 14/18, de la Révolution russe et de la crise révolutionnaire en Allemagne de 18/19. « *Si nous avions pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau, ou sur nos mots d'ordre courants, en négligeant les organisations réformistes, partis ou syndicats, ce serait certes, la meilleure des choses. Mais alors la question du front unique ne se poserait même pas dans sa forme actuelle... le groupe réformiste tend à la paix avec la bourgeoisie. Mais pour ne pas perdre son influence sur les ouvriers, il est forcé, contre la volonté profonde de ses chefs, de soutenir les mouvements partiels des exploités contre les exploités.* » explique ainsi Trotski aux communistes français en 1922, un an après le Congrès de Tours.

LE « GOUVERNEMENT OUVRIER »

De même, à l'époque, les congrès de l'IC débattirent de la question du « gouvernement ouvrier ». Le comité international de décembre 21, puis le 4^e congrès de l'IC, en novembre 22, détaillèrent cette question, et la Résolution sur la tactique de l'IC explique précisément que « *le mot d'ordre du "gouvernement ouvrier" est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique* ». Dans le mouvement des exploités et des opprimés rendu possible par une tactique de front unique, l'aboutissement est un gouvernement ouvrier, sur un programme révolutionnaire d'affrontement à l'État bourgeois. La résolution égraine dès lors les différents cas de figure des « gouvernements ouvriers » qui peuvent traduire l'alliance entre les communistes, les sociaux-démocrates mettant notamment en garde contre un gouvernement ouvrier libéral comme en Australie, ou un gouvernement social-libéral comme en Grande Bretagne, les deux n'étant que des « *gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et des leaders ouvriers contre-révolutionnaires* ». Mais, le Congrès juge possible la participation des communistes à des gouvernements qui organisent l'affrontement avec l'État bourgeois et commence à remplir des tâches révolutionnaires. L'exemple le plus connu est la décision du KPD en janvier 1923 de construire un gouvernement KPD SPD dans les Länder de Saxe et de Thuringe, décision entravée par l'opposition de gauche Fischer-Maslow.

Dans le prolongement de ce qu'élabora alors Gramsci sur l'hégémonie, il apparaît que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier peut traduire, de manière algébrique ou plus concrète, dans la propagande ou des situations pratiques, cette idée que les opprimés et les exploités doivent briser l'hégémonie politique et culturelle qu'exerce la bourgeoisie dans la société civile, qui lui permet de compléter son pouvoir au-delà de la sphère économique et de l'État politique coercitif, de se légitimer par l'hégémonie dans les institutions structurant la société – syndicats, églises, partis... Créer une nouvelle hégémonie, celle des exploités et des opprimés, dans le mouvement de la lutte, est donc un enjeu, affirmer un projet pour l'ensemble de la société, remettant en cause le capitalisme, à partir de la satisfaction des besoins des classes populaires et des exigences des combats démocratiques et de luttes contre les oppressions, l'affirmer pour affronter l'État coercitif et s'attaquer à l'exploitation.

REVENDIQUER LE POUVOIR DES EXPLOITÉES ET DES OPPRIMÉES

Ces tâches avaient été élaborées par les communistes au début des années 20 du siècle dernier, des années d'incandescence révolutionnaire.

Mais, une nouvelle fois, le contexte de la lutte pour les retraites et les problèmes qu'elle soulève peuvent souligner à la fois l'importance d'une tactique de front unique – en comprenant que sa dynamique doit étendre sa base d'exigences sociales – et la place du mot d'ordre de gouvernement des exploités et des opprimés, qui en l'occurrence signifierait d'abord la manifestation en positif de la prétention des classes laborieuses à se porter candidates au pouvoir, non par délégation dans les cadres institutionnels actuels, mais par leur capacité à s'organiser elles-mêmes à l'ensemble des échelons de la société. Cela va évidemment de pair avec la capacité à faire converger dans l'opposition au capitalisme, l'ensemble des luttes agissant contre l'exploitation et l'oppression.

Les nombreuses exigences qui s'expriment dans ce mouvement ne se sont pas concrétisées dans des structures rassemblant les militant·es, les organisations qui animent la lutte depuis





trois mois. Le lien n'a pas été fait avec les préoccupations sociales qui, cristallisées autour de la question des 64 ans, ne se réduisent pas à elles. En un mot, pour reprendre une terminologie politique, ce mouvement a bien réalisé un front des organisations syndicales, une levée en masse des classes populaires, mais en laissant au milieu l'absence de structures qui rassemblent l'énergie politique, expriment les exigences présentes dans ce mouvement.

Souvenons-nous qu'il y a quatre ans c'étaient les Gilets jaunes qui manifestaient, en moins grand nombre, une colère semblable, cristallisant aussi les couches les plus précaires du salariat, notamment dans des régions rurales et périphériques. La colère et les exigences étaient les mêmes. « *Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous... Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations.* » (Assemblée des assemblées de Commercy).

C'était socialement, aussi, une révolte de classe, ciblant explicitement les exploités, comme le font les manifestants des journées de mobilisations actuelles. On retrouve cette colère sociale dans les luttes locales contre les sociétés HLM, concernant les loyers ou le prix de l'énergie, celles des banlieues populaires subissant les discriminations, les forts taux de chômage, la disparition des services publics, les difficultés de transport. On la trouve aussi dans le large appel unitaire à la grève féministe du 8 mars 2023 : « *Toujours payées un quart de moins, concentrées sur les emplois les moins bien rémunérés et à temps partiels, les femmes sont de plus en plus nombreuses à ne pas pouvoir boucler les fins de mois. Au lieu de sanctionner les entreprises qui*

discriminent, au lieu d'augmenter les salaires et les pensions, de lutter contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, ce gouvernement et le patronat veulent imposer une réforme des retraites violente et injuste. »

L'appel des Soulèvements de la Terre de 2021 exprimait aussi cette colère populaire, « *celle qui rassemble les jeunes révoltés contre la catastrophe écologique et les paysanNEs qui refuse de faire la terre un marché... Après avoir enclos et privatisé les communs, le marché capitaliste et ses institutions précipitent aujourd'hui le ravage de la biodiversité, le bouleversement climatique et l'atomisation sociale.* »

FACE À L'ILLÉGITIMITÉ DE CEUX QUI NOUS DIRIGENT

La colère sociale actuelle, les grèves et les manifestations sont donc le produit de toutes ces exigences sociales. L'immense majorité se retrouve face à un pouvoir qui se claquemure derrière une légitimité institutionnelle, celles des règles « démocratiques » qui ont permis l'élection d'un président, d'une Assemblée nationale. Et comme ces règles, elles-mêmes, ne suffisent pas, s'y ajoutent tous les artifices législatifs permettant au pouvoir d'échapper à l'absence de majorité – dans un système taillé pourtant pour assurer une majorité présidentielle –, d'échapper à la pression subie par les députés dans leurs circonscriptions électorales.

Dès lors, à la question sociale s'ajoute une question démocratique évidente : comment un président qui n'a reçu l'assentiment que de 20 % du corps électoral, comment une minorité parlementaire qui n'a reçu l'assentiment que de 11,97 % de ce corps électoral peuvent-ils avoir l'arrogance de se prétendre légitimes pour imposer une loi réprouvée par une immense majorité de la population ?

Cette double situation, crise sociale et crise démocratique pose une question directement politique : comment imposer les besoins, les aspirations, le choix de celles et ceux qui s'expriment par les grèves et par la rue contre la réforme des retraites, celles et ceux qui mènent les combats ciblant le système capitaliste, comment affirmer une force capable d'imposer sa légitimité face à un pouvoir minoritaire et illégitime ?

LE DANGER DE L'EXTRÊME DROITE

Avancer dans ce sens est aussi un besoin vital face à une situation aberrante. Trois mois après le début d'un mouvement social qui combat une attaque émanant du

capitalisme libéral, mouvement social organisé par le mouvement syndical et avec la participation et le soutien de la gauche antilibérale, l'extrême droite apparaît comme tirant largement partie de la crise sociale actuelle, alors qu'elle refuse évidemment d'avancer la moindre exigence de mesures qui s'en prendraient aux intérêts des capitalistes, du patronat. Comme ses collègues italiens de Fratelli d'Italia autour de Meloni, l'extrême droite française ne fait qu'attendre son heure espérant que l'absence d'une puissante dynamique populaire anticapitaliste la fasse apparaître comme une alternative institutionnelle en 2027, tout en profitant de la criminalisation et de la diabolisation de la Nupes organisées par le gouvernement.

L'isolement de cette extrême droite ne pourra avancer que si se construit un front des classes populaires, un front syndical, social et politique qui trace un pont entre le mouvement des retraites et l'ensemble des exigences sociales, démocratiques, environnementales de l'heure, structuré autour de mesures qui remettent en cause le pouvoir des groupes capitalistes. Les bases d'un tel front existent dans les luttes sociales qui se mènent dans les domaines social, féministe, écologique, antiraciste car le capitalisme structure et restructure à son profit l'exploitation et les oppressions généralisant son pouvoir au sein de toute la société.

Nous sommes dans un des moments où la tâche est de « *détruire une hégémonie et en créer une nouvelle* » comme l'avait avancé Gramsci. Dans la société civile, s'affirme l'hégémonie de la classe dominante qui trouve, en temps ordinaire, des alliés dans les directions réformistes du mouvement ouvrier. Mais existent des moments où cette hégémonie peut être remise en cause par les luttes sociales, lorsque s'affirme une identité politique des exploités et des opprimés, dépassant leurs divisions. Nous sommes dans un moment où pourrait s'affirmer cette identité politique, exprimant le combat pour sa propre hégémonie. C'est donc bien une hégémonie politique des exploités et des opprimés qu'il faut construire, une hégémonie correspondant non seulement à leur poids social – en rassemblant l'ensemble des combats contre l'exploitation et les oppressions – mais surtout en orientant ces combats autour de la remise en cause du système qui structure cette exploitation et ces oppressions, le système capitaliste. La violence de Darmanin à Sainte-Soline

est révélatrice de la grande crainte de la convergence de la lutte sociale contre les 64 ans avec celle des luttes écologistes. De même, Darmanin et Macron ont tout à craindre d'une convergence avec les luttes des banlieues populaires sur les services publics, le racisme et les violences policières. La convergence en positif de ces luttes n'existe pas aujourd'hui. Pour avancer dans ce sens, il serait nécessaire que se construise et s'affirme un front social et politique, porteur des exigences sociales d'urgence et traçant ainsi la perspective de ce qui pourrait être une société des communs, gérée par et pour les exploités et les opprimés, structurée à partir des entreprises, des quartiers et des localités, prenant en main l'organisation de la société pour la satisfaction des besoins populaires.

POUR UNE UNITÉ AU SERVICE DU COMBAT

Parler d'un gouvernement des exploités et des opprimés suppose en même temps de partir de la situation actuelle, de prendre en compte les organisations sociales et politiques qui sont partie prenante des combats actuels, qui organisent les luttes sociales. Ce serait évidemment à elles de se rassembler pour définir, mettre en débat ce que pourrait être un programme de satisfaction des besoins sociaux, de rupture avec le système actuel. On touche concrètement un problème essentiel des semaines actuelles : la nécessité de la convergence des forces sociales et politiques devrait battre en brèche l'ignorance mutuelle actuelle.

La faiblesse d'assemblées locales, de structures d'auto-organisation dans ce mouvement ne doivent pas empêcher de faire des pas en avant. L'autonomie indispensable du mouvement social vis-à-vis des partis politiques ne peut mener comme aujourd'hui à l'absence d'initiatives communes larges à partir des exigences sociales et démocratiques pour lesquelles se battent les unEs et les autres. Contrairement à ce que fait essentiellement la Nupes, la question ne se limite pas à un combat institutionnel, parlementaire, doublé d'un soutien aux luttes sociales, en attendant que cela se traduise par un soutien électoral en 2027 ou en cas de dissolution.

Les parlements de l'Unité populaire (mis aujourd'hui en sommeil) en les

ouvrant largement, auraient pu aider à cette tâche. Cela devrait se concrétiser actuellement, non seulement par la réalisation de meetings nationaux et locaux rassemblant partis, syndicats et associations, mais aussi par un effort militant conjoint de construction de structures unitaires nationales et locales permettant de faire avancer cette convergence au sein de la lutte.

de la V^e République et leur hyper-présidentialisme, de supprimer la fonction présidentielle. De revendiquer la proportionnelle intégrale, l'élection d'une assemblée constituante, la suppression de toutes les instances qui, comme le Sénat et le Conseil constitutionnel, confisquent encore plus la démocratie. D'établir une rotation et une limitation stricte des mandats, la parité



23 mars 2023, 9^e manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Cela concerne évidemment des tâches communes sur les questions de répression et de ripostes aux actions de l'extrême-droite, de défense des droits démocratiques. Mais cela concerne aussi la nécessité de faire converger, au-delà du refus des 64 ans, les exigences sociales communes dans un programme de lutte. Il faut arriver à donner un sens, une orientation politique au combat social, une orientation politique qui se construise dans la dynamique du mouvement social actuel.

De même, nous sommes dans un moment où se combinent l'évidence d'exigences sociales et l'évidence d'exigences démocratiques. La situation actuelle remet à l'ordre du jour des exigences démocratiques comme celles que nous avons avancées lors de la création du NPA (et qui se sont reposées lors du mouvement des Gilets jaunes). Il ne s'agit pas de se battre pour un simple nettoyage des « excès » de la V^e République mais d'avancer une série d'exigences concrètes :

« Une démocratie politique élargie impose de rompre avec les institutions

dans tout corps élu. De développer une citoyenneté complète de résidents-travailleurs basée sur le droit du sol intégral. Ces nouvelles conquêtes démocratiques ne peuvent se penser sans des mobilisations profondes, émancipatrices, inventant de nouvelles formes de pratiques démocratiques... ».

Le mot d'ordre d'une Constituante est donc clairement à l'ordre du jour, non pas comme un simple passage à une autre République, comme si l'État pouvait changer de nature de classe à la faveur du passage à un autre numéro de République. Il s'agit non seulement de mettre à bas des institutions qui morcellent, laminent, éparpillent, « façon puzzle » toutes les dynamiques sociales des classes populaires, mais de mettre en avant un processus d'auto-organisation populaire qui combatte explicitement la délégation et soit un outil de rupture et non de nettoyage de l'État bourgeois. Le mouvement porte en germe des dynamiques qui peuvent aller dans ce sens. À nous de les stimuler, quelle que soit l'issue de la phase actuelle du mouvement. □



Camarade évêque

PAR FRANÇOIS COUSTAL*

Manifestation le 16 mars 2013 à l'occasion de la fin de la trêve hivernale, contre les expulsions locatives, pour le droit au logement. © Photothèque Rouge / JMB.

À 87 ans, Monseigneur Jacques Gaillot vient de mourir. Il aura été engagé dans certains des combats les plus courageux de notre époque.

Sur nombre de sujets, Mgr Gaillot exprimait des opinions progressistes et, par là-même, absolument contraires aux dogmes maintenus de l'Église catholique. Ses prises de position publiques voire médiatiques étaient d'ailleurs ressenties par l'appareil clérical comme autant de provocations. Jusqu'à la sanction : en 1995, le Vatican lui retire sa charge d'évêque d'Évreux. Il est alors nommé à titre honorifique évêque du diocèse de Partenia, un diocèse purement fantôme dans la mesure où il n'y a plus en Mauritanie ni églises ni catholiques... depuis des siècles ! Mgr Gaillot fera donc de Partenia le symbole de la lutte des « sans ».

Ses interventions s'inscrivaient dans un moment très spécifique de l'histoire de l'Église catholique où, dans la foulée du concile Vatican II (1962-1965), les luttes de libération et les combats sociaux avaient réussi à s'y frayer un chemin. Mgr Gaillot est resté fidèle à sa manière à cette Église, sans pour autant renier ou même affadir ses convictions.

Quelques dates reviennent forcément en mémoire quand on veut retracer quelques épisodes de sa vie, à commencer par l'année 1989. Sous l'impulsion de la gauche radicale – en l'occurrence, la LCR – un collectif se met en place pour organiser un contre-sommet à l'occasion des cérémonies officielles de commémoration du Bicentenaire de la Révolution française. Sous le slogan « dette, apartheid, colonies, ça suffit comme ci ! », le contre-sommet veut rendre aux exclus la place qui leur revient en assumant l'héritage des sans-culottes : manifestation de dénonciation du sommet des riches, de la dette qui écrase les peuples, de l'apartheid en Afrique du Sud et de l'existence des dernières colonies

(notamment françaises). Parmi les initiatives du contre-sommet, il y a un grand concert place de la Bastille, une manifestation et une conférence de presse regroupant les principales personnalités qui soutiennent la campagne : Alain Krivine, l'écrivain Gilles Perrault, Catherine Sinet, Otelo de Carvalho, des représentants syndicaux... ainsi que Mgr Gaillot...

L'invasion du Koweït par les armées du dictateur irakien Saddam Hussein en août 1990 va servir de prétexte à la constitution d'une vaste coalition impérialiste (35 États) sous l'égide des États-Unis. Cette coalition débouchera sur l'opération « bouclier du désert », c'est-à-dire l'invasion de l'Irak. Un manifeste intitulé *Appel des 75 contre la guerre du Golfe* s'oppose à la guerre qui vient et exige « le retrait de toutes les troupes françaises, américaines et britanniques ». On retrouve Mgr Gaillot parmi les principales personnalités signataires de l'appel, qui sera à l'initiative d'une manifestation unitaire d'ampleur en janvier 1991.

En 1994, Mgr Gaillot s'engage aux côtés des sans-logis (et des mal-logés) à l'occasion de l'occupation d'un immeuble situé rue du Dragon, dans le 6^e arrondissement de Paris. Cette occupation va permettre une visibilité accrue des questions du mal-logement et médiatiser l'association Droit au logement.

En août 1995, Mgr Gaillot « récidive » dans le militantisme en faveur de la paix et pour le désarmement : il embarque sur le *Rainbow Warrior*, un bateau affrété par Greenpeace pour dénoncer la décision du gouvernement français de reprendre une campagne d'essais nucléaires militaires dans le Pacifique.

En 1996, la défense des sans-papiers

contre les persécutions du gouvernement Juppé constitue un nouveau terrain d'engagement : avec le professeur Léon Schwartzberg, Mgr Gaillot organise « l'occupation », négociée avec le curé de la paroisse, par plusieurs centaines de sans-papiers africains, de l'église Saint-Bernard, dans l'est parisien. Elle se passe bien jusqu'à ce que le gouvernement décide l'expulsion, offrant ainsi au monde stupéfait cette image effarante d'un membre des « forces de l'ordre » fracassant à coups de hache la porte de l'église...

Malgré l'âge, Jacques Gaillot n'avait en rien renoncé au combat : on le retrouve ainsi parmi les signataires des marches contre l'austérité organisées par le Front de Gauche au milieu des années 2010 ou encore, beaucoup plus récemment, au printemps 2022, en soutien au campement organisé place de la Bastille par le DAL.

Mgr Gaillot n'a pas limité ses engagements au seul terrain de ce qu'il est convenu d'appeler les « mouvements sociaux » : il s'est parfois aventuré courageusement sur le terrain proprement politique, voire partidair. Ainsi, au printemps 2002, Jacques Gaillot faisait partie des personnalités – à vrai dire assez rares, mais de qualité ! – soutenant un tout nouveau candidat à l'élection présidentielle, Olivier Besancenot...

Jacques Gaillot, « évêque des sans » : présente ! □

**François Coustal est membre de la Gauche écosocialiste et de la IV^e Internationale. Ce texte est une version raccourcie de la version publiée sur le site de la GES, avec l'aimable autorisation de son auteur.*